

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 212

[C — 2010/27002]

10 DECEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à la reconnaissance des centres de référence en santé mentale en vue de l'octroi de subventions

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à la reconnaissance des centres de référence en santé mentale en vue de l'octroi de subventions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2009;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o;Vu l'avis 46.926/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 juillet 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales***Article 1^{er}.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :1^o décret : le décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à la reconnaissance des centres de référence en santé mentale en vue de l'octroi de subventions;2^o Ministre : le Ministre qui a la Politique de la Santé dans ses attributions;3^o Services du Gouvernement : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé;4^o service : le service de santé mentale visé à l'article 3 du décret;5^o centre de référence : le centre de référence visé à l'article 81 du décret;6^o projet de service : le projet de service de santé mentale visé à l'article 4 du décret.CHAPITRE II. — *Les conditions d'agrément des services de santé mentale**Section 1^{re}. — Le projet de service de santé mentale***Art. 3.** Le service élabore un projet de service dont le contenu est adapté sur la base du modèle visé à l'annexe 1^{re}.Lorsque le service est composé de plus d'une équipe ou qu'il comporte une initiative spécifique ou un club thérapeutique, le projet de service contient des parties propres à chacun, la partie visée par l'article 4, alinéa 3, 1^o, du décret pouvant être commune.Dans le cadre de la mission d'appui visée à l'article 82, § 1^{er}, du décret, le centre de référence assiste l'ensemble des services dans l'élaboration et la mise à jour du projet de service, par un échange d'informations, de données et du point de vue méthodologique.

Tout service peut solliciter un appui auprès du centre de référence pour élaborer son premier projet de service et en réaliser la première auto-évaluation.

La demande d'appui individuel est adressée au centre de référence par écrit et transmise pour information aux Services du Gouvernement.

Art. 4. La diffusion des sources d'information disponibles en matière socio-démographique ou de santé auprès des services de santé mentale est organisée par les Services du Gouvernement chaque fois que de nouvelles données les concernant directement ou indirectement, sont disponibles.

A cette fin, les Services du Gouvernement peuvent recourir à la collaboration des centres de référence en santé mentale reconnus.

Art. 5. Le service de santé mentale qui souhaite obtenir une modification de son agrément, de l'agrément d'une initiative spécifique, d'un club thérapeutique ou l'attribution de fonctions complémentaires, introduit une demande conformément aux articles 62 et suivants du décret, en y annexant une mise à jour de son projet de service.*Section 2. — La convention relative à la continuité des soins***Art. 6.** La convention visée à l'article 6 du décret comporte au minimum :1^o l'identification des parties;2^o l'objet, l'horaire et la fréquence de la prestation;3^o le lieu de la prestation;4^o les obligations des parties dont celles relatives aux modalités de communication mises en œuvre, à la continuité des soins et au partage de l'information utile à la prise en charge;5^o le principe du respect du décret et des dispositions prises en exécution de celui-ci;6^o la durée de la convention;7^o les conditions de résiliation de la convention;8^o les instances compétentes en cas de litige.

Un modèle de convention est défini après concertation avec les services de santé mentale, dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, par le Ministre.

Section 3. — La concertation pluridisciplinaire

Art. 7. La concertation pluridisciplinaire, visée à l'article 8 du décret, se réalise au moins une fois par semaine, au sein de l'équipe pluridisciplinaire de l'initiative spécifique, du club thérapeutique ou du service de santé mentale, selon les besoins de l'utilisateur.

La concertation porte au moins sur les aspects suivants :

- 1° examiner toute demande nouvellement adressée;
- 2° identifier au sein de l'équipe pluridisciplinaire le ou les intervenants qui pourront répondre à ces demandes et, le cas échéant, la personne qui assure la fonction de liaison;
- 3° décider de l'accompagnement ou de l'orientation éventuelle de la demande vers un autre service mieux adapté;
- 4° débattre du diagnostic, de l'évolution du traitement ou de tout autre problème, à la demande de l'un des membres de l'équipe;
- 5° examiner et évaluer tout projet collectif extérieur répondant aux missions du service de santé mentale telles que définies à l'article 3 du décret.

Elle fait l'objet d'un ordre du jour établi préalablement à sa tenue qui est transmis aux membres du personnel qui y participent et d'un procès-verbal selon les modalités définies dans le projet de service.

Art. 8. La concertation pluridisciplinaire trimestrielle fait l'objet d'une planification annuelle, d'une convocation comportant un ordre du jour et d'un procès-verbal diffusé à tous les membres du personnel du service de santé mentale selon les modalités définies dans le projet de service.

Les décisions qui en découlent sont communiquées aux membres du personnel dans un délai d'un mois au plus.

Art. 9. Les procès-verbaux des réunions de concertation pluridisciplinaire hebdomadaires et trimestrielles sont conservés pendant cinq ans selon les modalités précisées dans le projet de service.

Section 4. — Les expertises

Art. 10. Les expertises visées à l'article 14 du décret relèvent des catégories suivantes :

- 1° le bilan visé à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;
- 2° le rapport d'inscription d'un enfant dans l'enseignement spécial en exécution des articles 5 et 12 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré;
- 3° l'avis et le rapport visés à l'article 9 de l'accord de coopération du 8 octobre 1998 relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infraction à caractère sexuel;
- 4° les bilans pluridisciplinaires réalisés à la demande des services d'aide à la jeunesse et des services de protection de la jeunesse visés par le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Section 5. — Le travail en réseau et la concertation institutionnelle

Art. 11. En fonction des besoins de l'utilisateur, peuvent notamment faire partie du réseau, visé à l'article 15 du décret :

En matière de santé :

- 1° les établissements de soins visés par la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 et de ceux visés par la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de soins;
- 2° les centres de télé-accueil visés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique;
- 3° les centres de coordination de soins et de services à domicile visés par le décret de la Communauté française du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile;
- 4° les associations de santé intégrée agréées sur la base du décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée;
- 5° les réseaux et les services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes visés par le décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins spécialisés en assuétudes;
- 6° les cercles de médecins généralistes visés par l'arrêté royal du 8 juillet 2002;
- 7° les centres de réadaptation fonctionnelle sous convention avec l'INAMI;

En matière de politique en faveur de la famille :

- 1° les services d'aide aux familles et aux personnes âgées visés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;
- 2° les centres de planning de consultation familiale et conjugale visés par le décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;
- 3° les espaces-rencontres agréés en exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services « Espaces-Rencontres »;

En matière d'action sociale :

- 1° les centres publics d'action sociale visés par la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale;
- 2° les institutions pratiquant la médiation de dettes visées par le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;
- 3° les services agréés sur la base du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables;
- 4° les relais sociaux visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux;

5° les services d'insertion sociale visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale;

6° les services agréés en exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

En matière de politique en faveur des personnes handicapées :

- les services agréés sur la base du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées.

En matière de politique en faveur des personnes étrangères ou d'origine étrangère :

- les services agréés sur la base du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

En matière de politique en faveur des personnes âgées :

1° les services agréés sur la base du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

2° l'organisme chargé de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées en exécution du décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées.

En matière de politique en faveur de l'enfance, de l'enseignement et de l'aide à la jeunesse :

- les services organisés ou agréés par le Gouvernement de la Communauté française en ces matières.

Art. 12. Dans le cadre de la concertation institutionnelle, le service de santé mentale conclut, prioritairement, au moins une convention avec les institutions suivantes :

1° un hôpital psychiatrique ou un hôpital général organisant un service de psychiatrie ainsi qu'une initiative d'habitation protégée et une maison de soins psychiatrique telles que visées par la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987, et visées par la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de soins, dont le siège d'activités est intégré au territoire de l'association visée à l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques, ci-après désignée sous le terme de « plate-forme de concertation en santé mentale », au sein du territoire de laquelle le service de santé mentale exerce son activité à titre principal;

2° la plate-forme de concertation en santé mentale au sein de laquelle il exerce son activité à titre principal.

Section 6. — L'équipe pluridisciplinaire

Art. 13. La procédure d'introduction de la demande d'octroi de fonction complémentaire s'effectue conformément aux modalités définies aux articles 33 et suivants du présent arrêté.

La demande précise la nature de la fonction complémentaire sollicitée et justifie son intérêt par une mise à jour du projet de service de santé mentale.

Art. 14. Outre les domaines visés à l'article 19, § 2, alinéa 2, du décret, les fonctions complémentaires accordées dans le cadre des clubs thérapeutiques au service de santé mentale, relèvent des domaines suivants :

1° l'expression artistique;

2° l'hôtellerie;

3° l'éducation physique et le sport.

Art. 15. § 1^{er}. La fonction psychiatrique est exercée par un médecin agréé au titre de spécialiste en psychiatrie, neuropsychiatrie ou pédopsychiatrie.

La fonction psychologique est exercée par une personne pouvant se prévaloir du titre de psychologue conformément à la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue.

La fonction sociale est exercée par une personne titulaire d'un diplôme soit d'assistant social, soit d'infirmier social ou en santé communautaire, gradué ou bachelier.

La fonction administrative est exercée par une personne titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 2. Les travailleurs exerçant des fonctions complémentaires et dont la rémunération peut être mise à charge des subventions, doivent disposer d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou de l'enseignement supérieur non universitaire ou universitaire repris ci-dessous :

1° doctorat en médecine, chirurgie et accouchement; dans ce cas la personne doit avoir entamé le stage de spécialisation en psychiatrie ou en pédopsychiatrie;

2° licence ou maîtrise en logopédie, kinésithérapie ou criminologie;

3° graduat ou bachelier d'infirmier spécialisé en psychiatrie ou en sciences sociales;

4° graduat ou bachelier en logopédie, kinésithérapie ou ergothérapie;

5° graduat ou bachelier en psychologie;

6° graduat ou post-graduat paramédical en psychomotricité;

7° graduat ou bachelier éducateur spécialisé.

Art. 16. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur veille à ce que l'ensemble de ses travailleurs participent aux activités de perfectionnement visées à l'article 20 du décret de manière équivalente.

Les activités de perfectionnement doivent relever de la formation professionnelle; elles ne peuvent en aucun cas se limiter à la seule participation à des colloques.

La participation aux activités du centre de référence reconnu est assimilée à l'activité de perfectionnement.

§ 2. Les services communiquent une fois par an aux Services du Gouvernement, les activités de perfectionnement suivies par chaque travailleur au cours de l'exercice écoulé, pour le 31 mars au plus tard.

En l'absence d'attestation délivrée par l'organisateur, l'information communiquée pour chaque travailleur comporte l'identification de l'organisateur, la durée de l'activité et le contenu de l'activité de perfectionnement.

Art. 17. Les informations relatives à la composition du personnel et à ses modifications sont soumises aux Services du Gouvernement, préalablement ou dans le mois de leur survenance, accompagnées des attestations permettant de déterminer l'ancienneté admissible au bénéfice de la subvention, d'une copie du contrat ou de l'avenant au contrat, d'une copie du diplôme ou de l'équivalence obtenue et, pour les médecins et psychiatres, d'une copie de l'agrément.

Les modifications reçues ultérieurement sont prises en compte pour l'exercice suivant.

Le Ministre établit le formulaire à remplir afin de communiquer les informations et les modifications relatives à la composition du personnel.

Il peut déléguer au fonctionnaire dirigeant les Services du Gouvernement en charge des services de santé mentale, l'approbation des modifications apportées à la composition du personnel.

Art. 18. Le directeur administratif est responsable de la gestion journalière devant le pouvoir organisateur.

Il coordonne d'un point de vue administratif et technique les activités des membres du personnel et veille à l'exécution du projet de service.

Ces tâches visent notamment les aspects suivants :

- 1° l'organisation de l'accueil, de la réponse à la demande, des activités accessoires et du travail en réseau;
- 2° le contrôle des prestations des membres du personnel et de l'exécution des conventions conclues avec les prestataires indépendants;
- 3° la perception des honoraires et des paiements relatifs aux activités accessoires à caractère collectif;
- 4° la tenue des dossiers individuels des usagers et le respect des dispositions concernant l'accès des usagers à leur dossier, la conservation et la sécurité des archives;
- 5° la participation au conseil d'avis;
- 6° l'organisation du recueil de données socio-épidémiologiques et de leur anonymisation;
- 7° l'accessibilité du service;
- 8° l'obtention et le respect des autorisations légales ou réglementaires;
- 9° la tenue de la comptabilité;
- 10° le respect des formes et délais liés à l'application du décret et du présent arrêté.

Art. 19. Dès qu'ils sont désignés et au plus tard dans un délai d'un mois ou en cas de modification de cette désignation, le pouvoir organisateur transmet l'identité du directeur administratif et du directeur thérapeutique aux Services du Gouvernement.

Section 7. — Les prestations des membres de l'équipe

Art. 20. Le nombre d'emplois correspondant à la fonction d'accueil et de secrétariat est attribué selon la progression suivante :

- 1° un équivalent temps plein pour un service de santé mentale dont le nombre total des équivalents temps plein, est inférieur à 7,2 équivalents temps plein;
- 2° un équivalent temps plein et demi pour un service de santé mentale dont le nombre d'équivalents temps plein se situe entre 7,2 équivalents temps plein et 9 équivalents temps plein;
- 3° deux équivalents temps plein pour un service de santé mentale dont le nombre d'équivalents temps plein se situe au-delà de 9 équivalents temps plein.

Art. 21. Le nombre d'emplois correspondant à la fonction sociale est au moins égal à un mi-temps par équipe de base appartenant au service de santé mentale.

Art. 22. § 1^{er}. La convention de collaboration visée à l'article 31 du décret est communiquée aux Services du Gouvernement, pour accord, un mois avant sa prise d'effet.

Il en est accusé réception dans les dix jours.

§ 2. Le Ministre établit un modèle de convention de collaboration entre les prestataires indépendants qui exercent une activité au sein d'un service de santé mentale et le pouvoir organisateur de ce service.

Section 8. — Le dossier individuel de l'utilisateur

Art. 23. Le dossier individuel de l'utilisateur comporte au moins les données administratives suivantes :

- 1° les coordonnées de l'utilisateur dont le nom, le prénom, le lieu et la date de naissance, l'état civil, la nationalité, l'adresse et le numéro de téléphone;
- 2° l'identification de la mutualité à laquelle est affilié l'utilisateur;
- 3° l'identification du médecin généraliste ou spécialiste désigné par l'utilisateur;
- 4° l'identification du membre du personnel exerçant la fonction de liaison, le cas échéant;
- 5° l'identification des membres du réseau dont celui qui est à l'origine de l'orientation vers le service;
- 6° les dates et natures des prestations, ainsi que l'identification du prestataire ou du membre du personnel concerné;
- 7° la preuve du paiement des prestations ou de la dispense;
- 8° la fiche de renseignements destinée au recueil socio-épidémiologique;
- 9° les documents dont il est fait mention aux articles 32 et suivants du décret.

Section 9. — Le recueil des données socio-épidémiologiques

Art. 24. Les données socio-épidémiologiques qui font l'objet d'un recueil sont, au minimum, et pour chaque usager, les suivantes :

- 1° l'âge;
- 2° le sexe;
- 3° l'état civil;

- 4° la nationalité;
- 5° la langue maternelle;
- 6° le mode de vie;
- 7° la scolarité;
- 8° la catégorie professionnelle;
- 9° la source principale de revenus;
- 10° les ressources de l'utilisateur;
- 11° si l'utilisateur est mineur, le nombre d'enfants habitant au domicile légal de l'utilisateur;
- 12° le périmètre d'accessibilité du service;
- 13° la nature et l'origine de la démarche;
- 14° les prises en charge antérieures;
- 15° la nature de la demande de l'utilisateur;
- 16° les motifs présentés lors de la première consultation;
- 17° la pathologie principalement décelée à l'issue d'un nombre de consultations déterminé par le Ministre;
- 18° la proposition de prise en charge;
- 19° le réseau.

Art. 25. Le Ministre organise le recueil des données de manière à en assurer l'anonymat, la pérennité et l'usage par les services eux-mêmes, notamment dans le cadre du projet de service.

Il rend publique une synthèse des données afin que chaque service puisse se référencer par rapport à l'ensemble des services.

Section 10. — L'accessibilité et l'infrastructure

Art. 26. § 1^{er}. L'information relative à la fermeture exceptionnelle du service visée à l'article 47 du décret est affichée à l'extérieur et dans la salle d'attente, en mentionnant clairement la ou les dates auxquelles le service est fermé.

Cet affichage a lieu au moins huit jours avant la date de fermeture, sauf circonstances exceptionnelles.

§ 2. L'information est communiquée dans le même délai, par courrier électronique, aux Services du Gouvernement, à l'attention du fonctionnaire désigné à cet effet qui en accuse réception également par courrier électronique.

Section 11. — La comptabilité

Art. 27. Conformément à l'article 48 du décret, la transmission des données comptables et financières aux Services du Gouvernement a lieu au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'exercice auquel elles se rapportent.

Ces données comportent les pièces justifiant de l'utilisation de la subvention sous forme d'originaux et d'une copie, les preuves de paiement y afférentes, la copie des déclarations trimestrielles à l'Office national de Sécurité sociale, les fiches de salaire et les fiches fiscales se rapportant aux salaires et aux prestations, le contrat de bail en cas de location d'immeuble et les tableaux d'amortissement mis à jour pour l'exercice.

Art. 28. Le plan comptable applicable aux services de santé mentale figure à l'annexe 2.

Section 12. — L'utilisateur du service de santé mentale

Art. 29. Le document d'information, visé à l'article 50 du décret, remis à l'utilisateur au début de toute prise en charge, comporte au moins les éléments suivants :

- 1° les coordonnées du service de santé mentale;
- 2° la mention de l'agrément en qualité de service de santé mentale;
- 3° les coordonnées du directeur administratif ainsi que les jours et les heures auxquels il peut être joint;
- 4° les services offerts;
- 5° l'intervention financière à charge de l'utilisateur et les conditions d'accès à la gratuité;
- 6° de manière synthétique, les principes de fonctionnement du service de santé mentale, dont les méthodologies mises en œuvre dans le cadre des pratiques thérapeutiques;
- 7° les modalités d'accès au service de santé mentale dont la possibilité de bénéficier de consultations après 18 heures ou le samedi matin;
- 8° les modalités d'accès au dossier individuel;
- 9° les modalités d'introduction d'une plainte relative au fonctionnement du service de santé mentale.

Un exemplaire est communiqué aux Services du Gouvernement.

Art. 30. § 1^{er}. Le tarif maximum visé à l'article 53 du décret, s'élève à dix euros par prestation ou par expertise.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'activités accessoires à caractère collectif, le service de santé mentale module son tarif sans qu'il puisse être supérieur au prix de revient augmenté de 15 %.

Le tarif appliqué aux activités accessoires à caractère collectif est inscrit dans la convention que le service de santé mentale conclut avec le service qui bénéficie de l'intervention.

CHAPITRE III. — Les initiatives spécifiques et les clubs thérapeutiques

Art. 31. L'appel à projet visé à l'article 55, alinéa 1^{er}, 2° du décret est publié par le Ministre au *Moniteur belge* en mentionnant notamment la thématique, les formes et délais d'introduction de la demande.

Art. 32. § 1^{er}. Sous l'autorité du directeur administratif du service de santé mentale, le personnel de l'initiative spécifique ou du club thérapeutique s'intègre dans l'organisation du service en particulier en participant à la collecte des données épidémiologiques, à l'élaboration du rapport d'activités, à la définition, à la mise à jour et à l'évaluation du projet de service.

Il exerce ses activités dans le cadre de la concertation institutionnelle du service.

§ 2. Le personnel réalise ses activités sous la responsabilité de la direction thérapeutique du service à qui il soumet les situations et leur évolution, rapporte les éléments nécessaires au suivi et se conforme aux avis thérapeutiques dans le cadre de la prise en charge des usagers.

CHAPITRE IV. — *La procédure relative à l'agrément d'un service de santé mentale, d'une initiative spécifique ou d'un club thérapeutique*

Art. 33. Outre les éléments visés à l'article 62, alinéa 5, du décret, la demande d'agrément comporte l'identification du pouvoir organisateur, son statut et son numéro d'entreprise.

Art. 34. § 1^{er}. La demande est introduite par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Lorsque le dossier est incomplet, les Services du Gouvernement réclament les documents manquants.

Ceux-ci accusent réception de la demande d'agrément dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier complet.

Ils organisent une inspection visant à évaluer de manière participative le projet de service dans un délai de trois mois à partir de l'introduction du dossier complet.

Les conclusions de l'inspection sont transmises dans le mois au pouvoir organisateur qui dispose d'un délai d'un mois pour y répondre.

Au terme de ce délai, les Services du Gouvernement transmettent le dossier pour décision au Ministre, accompagné des conclusions de l'inspection et, le cas échéant, de la réponse du pouvoir organisateur.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans un délai de deux mois.

§ 2. La demande de dérogation visée aux articles 57 et 59 du décret est introduite complétée d'un plan précisant l'affectation des locaux, les dimensions de ceux-ci et justifiant la demande en même temps que la demande d'agrément visée au paragraphe précédent.

Art. 35. Les modifications survenues au sein du service, de l'initiative spécifique ou du club thérapeutique et qui ont trait aux conditions d'agrément visées aux chapitres III et IV du décret, sont soumises à l'approbation du Ministre, selon la même procédure, sous réserve de la nécessité d'une visite d'inspection.

Le Ministre peut déléguer au fonctionnaire dirigeant des Services du Gouvernement ayant en charge les services de santé mentale l'approbation des modifications visées à l'alinéa précédent lorsqu'il s'agit de modifier temporairement l'attribution des heures par fonction, pour une période inférieure ou égale à un an, et que cette modification temporaire n'entraîne aucune dépense supplémentaire.

Art. 36. Le document qui octroie l'agrément au service identifie les fonctions selon qu'elles relèvent de l'équipe visée à l'article 19, § 1^{er}, du décret ou des fonctions complémentaires visées à l'article 19, § 2, du décret et qu'elles sont attribuables à un titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, de l'enseignement supérieur non universitaire ou de l'enseignement supérieur universitaire.

Art. 37. Lorsque les Services du Gouvernement constatent un manquement aux normes fixées par ou en application du décret, ils notifient par toute voie conférant date certaine à l'envoi la nature de celui-ci au pouvoir organisateur ainsi que le délai de mise en conformité.

Au terme de ce délai, ils émettent, le cas échéant, une proposition de suspension ou de retrait de l'agrément qu'ils notifient au pouvoir organisateur.

Celui-ci est convoqué à une audition afin de faire valoir ses arguments. Il peut se faire assister d'un conseil de son choix et accéder à l'entièreté des données le concernant.

Un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et transmis au pouvoir organisateur qui dispose de 15 jours pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision.

Le Ministre statue sur la proposition de suspension ou de retrait dans un délai de deux mois.

Art. 38. En cas de suspension de l'agrément, il appartient au pouvoir organisateur de notifier aux Services du Gouvernement qu'il s'est mis en conformité avec les conditions d'agrément.

L'inspection constate le bien-fondé de la mise en conformité.

Sur avis favorable de l'inspection, la suspension est levée par le Ministre à partir de la date de notification de mise en conformité.

Art. 39. Le délai visé à l'article 63, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret est fixé à neuf mois à dater de la notification de l'agrément.

CHAPITRE V. — *L'octroi des subventions aux services de santé mentale*

Section 1^{re}. — Les dépenses de personnel

Art. 40. Les rémunérations brutes admises au bénéfice des subventions ne dépassent pas les échelles barémiques définies en annexe III, en fonction du volume des prestations fixé dans l'agrément et de l'ancienneté des membres du personnel telle que reconnue conformément au présent arrêté.

Art. 41. L'ancienneté prise en compte visée à l'article 67 du décret correspond à l'âge de la relation ininterrompue entre l'employeur et l'employé.

Elle est calculée comme suit :

1° les services effectifs prestés antérieurement sont pris en compte dans la mesure où ils correspondent à la même fonction que celle exercée au sein du service de santé mentale ainsi que dans la mesure où la fonction a été exercée dans un service ou une institution du secteur associatif ou public répondant à un besoin collectif, d'intérêt général ou local, organisé, agréé ou subventionné par l'Union européenne, par un Etat membre de l'Espace économique européen, l'Etat fédéral, les Régions, les Communautés, la Commission communautaire française ou la Commission communautaire commune, les provinces, les communes et les centres publics d'action sociale, les associations de communes ou toute autre institution relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;

2° pour la fonction psychiatrique, l'ancienneté est calculée en incluant cinq années préalablement à l'agrégation en qualité de médecin psychiatre;

3° les prestations antérieures exercées sous statut d'indépendant sont prises en compte pour autant qu'elles aient été exercées dans le cadre d'une convention avec un tiers et que la convention qui liait l'indépendant et ce tiers, mentionne la fonction, le début et la fin de la convention, le volume horaire exercé ainsi que dans la mesure où elles ont été exercées dans un service ou une institution du secteur associatif ou public répondant à un besoin collectif, d'intérêt général ou local, organisé, agréé ou subventionné par l'Union européenne, par un Etat membre de l'Espace économique européen, l'Etat fédéral, les Régions, les Communautés, la Commission communautaire française ou la Commission communautaire commune, les provinces, les communes et les centres publics d'action sociale, les associations de communes ou toute autre institution relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune.

L'ancienneté ainsi calculée est prise en compte pour l'exercice en cours dès lors que les attestations ont été communiquées aux Services du Gouvernement dans le mois de l'entrée en fonction du membre du personnel.

Art. 42. Sont admises à charge des subventions, dans les limites des obligations faites aux employeurs, les dépenses suivantes relatives au personnel :

- 1° les heures inconfortables;
- 2° la prime de fin d'année et le pécule de vacances plafonnés selon les règles applicables aux membres du personnel des Services du Gouvernement;
- 3° le pécule de sortie;
- 4° l'allocation de foyer ou de résidence;
- 5° les charges sociales patronales;
- 6° les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail pour autant que le travailleur utilise les transports en commun selon les règles applicables aux membres du personnel des Services du Gouvernement;
- 7° l'assurance légale;
- 8° la médecine du travail.

Art. 43. Lorsque le membre du personnel est en congé de maladie, les dépenses de personnel sont admises à charge des subventions si le travailleur concerné est remplacé à l'issue du premier mois de congé de maladie.

La subvention est allouée au personnel qui effectue le remplacement.

Section 2. — Les frais de fonctionnement

Art. 44. Les frais de fonctionnement visés à l'article 68 du décret sont fixés à 14.870 € par an et par siège.

Art. 45. Peuvent être mis à charge des subventions les frais de fonctionnement suivants :

- 1° les frais de déplacement et de parking en Belgique, à concurrence des montants accordés aux membres du personnel des Services du Gouvernement, pour autant que l'objet du déplacement soit clairement précisé et qu'ils fassent l'objet d'une feuille de route;
- 2° les frais inhérents aux connexions et aux consommations téléphoniques et Internet;
- 3° les frais de bureau dont la nature est précisée par le Ministre;
- 4° l'achat de matériel pour un montant dont le maximum est fixé par le Ministre et pour autant que son usage soit lié à l'exercice des missions;
- 5° les frais de location d'immeuble ou de partie d'immeuble, en ce compris les charges locatives y afférentes pour autant qu'ils résultent d'un contrat de bail en bonne et due forme.

Si le bâtiment sert à d'autres activités que celles qui sont financées par la subvention, il convient de répartir les charges soit en fonction du temps d'utilisation pour l'activité financée, soit en fonction de la surface requise pour celle-ci;

6° les frais d'inscription à des colloques ou à des formations, les frais de déplacement et de séjour accordés sur la même base que ceux octroyés aux membres du personnel des Services du Gouvernement;

7° lorsque le coût du colloque ou de la formation dépasse la somme de cinq cent euros ou lorsque le colloque ou la formation se déroule à l'étranger, l'accord préalable des Services du Gouvernement doit être sollicité, accompagné du programme et d'un budget spécifique pour être pris en considération;

8° les taxes diverses;

9° les frais d'honoraires pour autant que l'objet, la date, la périodicité de la prestation visée soient clairement identifiés;

10° les frais d'impression et de diffusion du document d'information visé à l'article 50 du décret ou de tout autre document destiné au public ou aux membres du réseau;

11° les intérêts bancaires lorsque les avances sont payées au-delà des délais visés à l'article 73, § 1^{er}, alinéa 3 du décret.

Art. 46. § 1^{er}. Outre les frais de fonctionnement visés à l'article 45 du présent arrêté, l'amortissement de biens de type patrimonial qui ont une durée d'utilisation estimable de plus d'un an est admis au bénéfice de la subvention en qualité de frais de fonctionnement et calculé selon les règles suivantes :

- 1° dix ans pour le mobilier;
- 2° cinq ans pour le matériel de bureau;
- 3° trois ans pour les logiciels informatiques.

La demande est justifiée et introduite préalablement à l'acquisition en joignant l'offre retenue, sous peine de non prise en compte de la dépense.

Sans réponse des Services du Gouvernement dans le mois de l'accusé de réception de la demande, celle-ci est considérée comme acceptée.

§ 2. Le plan d'amortissement ne sera pris en compte que s'il apparaît dans la comptabilité. A défaut, l'acquisition de matériel est exclue de la subvention.

Art. 47. Ne sont en aucun cas pris en compte à charge des frais de fonctionnement :

- 1° les frais de taxi;
- 2° les frais de nourriture, de boissons, de restaurant;
- 3° les dépenses effectuées sous forme de forfait sans détail des prestations;
- 4° l'achat de biens immobiliers et de véhicules;
- 5° les frais de représentation.

Art. 48. La convention d'indépendant, visée à l'article 70 du décret conclue entre le pouvoir organisateur et un prestataire indépendant, comprend au minimum les dispositions suivantes :

- 1° l'identification des parties;
- 2° l'objet, l'horaire et la fréquence de la prestation;
- 3° le lieu de la prestation;
- 4° les obligations liées à l'utilisation des services généraux et des locaux;
- 5° le principe du respect du décret et des dispositions prises en exécution de celui-ci;
- 6° les modalités de participation à la concertation pluridisciplinaire;
- 7° la durée de la convention;
- 8° les conditions de résiliation de la convention;
- 9° les instances compétentes en cas de litige.

Art. 49. § 1^{er}. Si, au cours de la vérification des pièces justificatives, il s'avère que des documents sont incomplets ou manquants, les Services du Gouvernement le notifient au service qui dispose de dix jours pour y remédier.

Passé ce délai, en l'absence de réponse, la vérification du dossier est poursuivie en l'état.

§ 2. Lorsque les Services du Gouvernement ont terminé l'examen des pièces justifiant l'utilisation de la subvention, ils en notifient les conclusions au pouvoir organisateur qui dispose d'un délai de quinze jours à dater de l'envoi pour communiquer ses observations.

Après examen de celles-ci, les Services du Gouvernement notifient la décision au service en indiquant toutes les voies de recours.

CHAPITRE VI. — *L'évaluation et le contrôle*

Art. 50. § 1^{er}. Le contrôle et l'évaluation des activités du service sont menés par l'inspection organisée par les Services du Gouvernement qui :

- 1° vérifient la conformité aux dispositions adoptées par ou en application du décret, notamment le respect des conditions d'agrément et du maintien de celui-ci;
- 2° évaluent le projet de service de manière participative avec les membres des équipes, des initiatives spécifiques ou des clubs thérapeutiques, en confrontant celui-ci à sa réalisation effective, en mesurant les écarts entre le projet de service et sa mise en œuvre au moyen des indicateurs définis par le service et en envisageant les perspectives de développement des activités.

Pour le premier volet, le directeur administratif veille à mettre à la disposition des Services du Gouvernement les conventions institutionnelles, les procès-verbaux des réunions de concertation hebdomadaires et trimestrielles et du conseil d'avis, les autorisations légales ou réglementaires, le document d'information destiné à l'utilisateur et la comptabilité.

Pour le second volet, le directeur administratif veille à la présence de tous les membres du personnel lors de l'inspection.

§ 2. Les conclusions de l'inspection sont portées à la connaissance du pouvoir organisateur et du directeur administratif, dans le respect de la procédure visée à l'article 33 du présent arrêté.

CHAPITRE VII. — *Le cadastre de l'offre de soins et l'information du public*

Art. 51. Le cadastre de l'offre de soins qui répertorie en détail l'ensemble des services agréés est édité sur le site portail des Services du Gouvernement.

Art. 52. Le Ministre organise la communication du cadastre de l'offre de soins aux services et aux centres de référence selon les modalités les plus adaptées, dans les six mois de son édition.

Art. 53. La liste des services agréés, leur ressort territorial et les plages horaires durant lesquelles ils sont accessibles ainsi que la définition de leur offre de services sont éditées et mises à jour de manière permanente sur le site portail des Services du Gouvernement.

CHAPITRE VIII. — *Les centres de référence en santé mentale*

Section 1^{re}. — Les modalités d'exercice des missions

Art. 54. La mission de concertation transrégionale et transectorielle du centre de référence en santé mentale implique notamment :

- 1° la mise en perspective des résultats des travaux thématiques et sectoriels par rapport à l'offre générale de soins en santé mentale;
- 2° l'organisation de lieux et de temps d'échanges sous la forme la plus adaptée.
Sa mission d'observatoire implique notamment :
 - 1° le recueil des données qualitatives;
 - 2° l'exploitation des données quantitatives mises à sa disposition dans le cadre d'une convention conclue avec les Services du Gouvernement;
 - 3° le repérage et le recueil d'information sur des initiatives pertinentes dans la région de langue française ou en dehors de celle-ci;

4° l'échange d'informations sur les pratiques et les initiatives, sous forme de réunions, tables rondes, journées d'études ou publications;

5° la mise au point d'un outil d'enregistrement des données pour la capitalisation et la diffusion des informations.

Sa mission d'appui implique notamment :

1° l'identification des besoins d'appui des services de santé mentale et de leurs équipes;

2° l'élaboration d'outils en fonction des besoins d'appui identifiés;

3° l'élaboration de repères pour les pratiques;

4° l'accompagnement des services de santé mentale et de leurs équipes;

5° la diffusion d'information relative aux pratiques et aux outils.

Sa mission de recherche implique notamment :

1° les investigations sur des thématiques ciblées en fonction d'hypothèses;

2° l'analyse des données disponibles;

3° la rédaction des rapports et l'élaboration des recommandations.

Sa mission d'information implique notamment :

1° la recherche et le suivi de documentation;

2° la recherche et le suivi des législations et réglementations en relation avec le fonctionnement des services de santé mentale;

3° la centralisation de l'information dans une base de données accessibles aux services de santé mentale et aux Services du Gouvernement;

4° la mise à disposition des informations via des outils de communication.

Art. 55. Les missions du centre de référence spécifique visées à l'article 85, alinéa 2, du décret s'exercent en concertation avec le centre de référence en santé mentale reconnu afin de favoriser les échanges.

Art. 56. Les pièces justifiant de l'utilisation des subventions allouées sont envoyées aux Services du Gouvernement pour le 1^{er} mars de l'année qui suit l'exercice.

Elles sont accompagnées d'un inventaire des pièces et des preuves de paiement y afférentes ainsi que d'une déclaration de créance couvrant le solde de la subvention et d'un exemplaire du rapport rendant compte des activités écoulées.

Section 2. — La procédure et les modalités de reconnaissance et de renouvellement de la reconnaissance du centre de référence en santé mentale

Art. 57. Le formulaire visé à l'article 82, § 3, du décret est défini par le Ministre.

Art. 58. Les représentants du Gouvernement au sein du comité de pilotage du centre de référence en santé mentale, visé à l'article 82, § 5, du décret, sont désignés comme suit :

1° un représentant du Ministre ayant la Santé dans ses attributions;

2° un membre proposé par la Commission permanente de la Santé, visée à l'article 53 du décret du 6 novembre 2008 portant la rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

3° deux membres du personnel des Services du Gouvernement.

Art. 59. Les représentants du Gouvernement au sein du comité de pilotage d'un centre de référence spécifique, visé à l'article 85 du décret, sont désignés conformément à l'article 58.

Afin d'associer le centre de référence en santé mentale aux activités du centre de référence spécifique, le comité de pilotage visé à l'alinéa précédent est complété d'un membre du centre de référence en santé mentale.

CHAPITRE IX. — Dispositions dérogatoires, transitoires et finales

Art. 60. Le plan comptable visé à l'article 28 entre en vigueur le 1^{er} janvier qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 61. Pour les services qui ont introduit une demande d'agrément en vertu de l'article 86, § 1^{er}, du décret, le délai dans lequel l'inspection met en œuvre l'évaluation participative, telle que visée à l'article 34 du présent arrêté, est porté de trois à neuf mois.

Art. 62. Les membres du personnel en fonction dans un service de santé mentale à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui ne disposent pas d'un des diplômes mentionnés à l'article 15 du présent arrêté, sont autorisés à poursuivre l'exercice de leurs fonctions dans le même service.

Leur remplacement est effectué par une personne titulaire d'un diplôme donnant accès aux fonctions.

Art. 63. La dérogation visée à l'article 87 du décret est accordée par le Ministre sur avis favorable de ses Services.

La demande de dérogation est introduite en même temps que la première demande d'agrément.

Elle comporte la description de l'activité, l'objectif qu'elle poursuit, la durée et la fréquence des prestations, l'affectation des ressources, les indicateurs d'évaluation de l'atteinte de l'objectif et une copie de la convention antérieurement conclue avec le bénéficiaire de l'activité accessoire.

Les Services du Gouvernement accusent réception de la demande dans les dix jours en précisant, le cas échéant, les documents manquants.

Ils communiquent au Ministre leur avis dans un délai d'un mois à dater de l'accusé de réception établissant que la demande est complète.

Le Ministre dispose d'un délai de deux mois pour statuer.

En l'absence de décision, la demande est réputée acceptée.

Art. 64. Le décret entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 65. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 66. La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe I^{re}

Modèle de projet de service de santé mentale

Identification du service de santé mentale

Dénomination

Adresse

Coordonnées de la direction administrative

1. L'environnement en termes territorial et institutionnel

1.1. Situation du service dans son environnement socio-géographique dont les caractéristiques de la population du territoire couvert

1.1.1. Situation du service dans son environnement géographique :

* accessibilité et implantation;

* transports en commun;

* nature de l'environnement urbain ou rural

1.1.2. Caractéristiques de la population du territoire couvert

* données socio-démographiques;

* données sanitaires

2.1.3. Carte du territoire couvert par le service

1.2. Situation du service dans l'offre de soins générale, de santé mentale et ambulatoire

1.2.1. Situation du service dans l'offre de soins en général :

* localisation;

* nature de l'activité (hôpital, etc.);

* champ d'intervention (assuétudes, travail, etc.);

* groupe cible (âge, etc.)

1.2.2. Situation du service en santé mentale :

* offre de services de toutes natures en matière de santé mentale;

* offre de services de même nature au sein du réseau

1.2.3. Situation du service dans le cadre ambulatoire :

* par rapport à l'offre des autres services de santé mentale

1.3. Caractéristiques de la population faisant appel au service

1.3.1. Données socio-économiques

1.3.2. Données d'activités du service

1.3.3. Données épidémiologiques

2. L'organisation du service de santé mentale

2.1. Pouvoir organisateur

2.1.1. Dénomination et coordonnées

2.1.2. Nature des statuts

2.1.3. Coordonnées d'une personne de contact

2.1.4. Autres activités éventuelles

2.2. Constitution de l'équipe

2.2.1. Organigramme des fonctions occupées;

2.2.2. Si plusieurs équipes ou initiatives spécifiques ou club thérapeutiques, les identifier tout au long du parcours en réalisant le travail par équipe, par initiative spécifique ou par club thérapeutique;

2.2.3. Identification du directeur administratif et du directeur thérapeutique;

2.2.4. Identification des prestataires indépendants;

2.2.5. Volume des prestations sollicité réparti selon les fonctions

2.3. Organisation des locaux

2.3.1. Plan

2.3.2. Dérogations

2.4. Organisation du travail en sièges et antennes, initiatives spécifiques et club thérapeutique

2.4.1. Organisation interne :

* accueil;

* téléphonie;

* organisation du secrétariat et des tâches administratives;

* réponse à la demande;

- * fonction de liaison;
 - * concertation pluridisciplinaire hebdomadaire et trimestrielle;
 - * accessibilité;
 - * activités accessoires;
 - * conseil d'avis;
 - * recueil de données socio-épidémiologiques;
 - * formation;
 - * supervision;
 - * intervention;
 - * informatisation et sécurité des données
- 2.4.2. Référentiels théoriques et outils psycho-diagnostics
- 2.4.3. Organisation externe :
- * partenariats;
 - * travail de réseau;
 - * conventions existantes
- 2.4.4. Moyens budgétaires :
- * identification des ressources financières en mentionnant origine et estimations des montants;
 - * moyens récurrents ou ponctuels
- 2.5. L'accueil de la demande
- 2.5.1. Définition des modalités d'accueil en général :
- * réception;
 - * modalités;
 - * lieux
- 2.5.2. Définition des modalités de traitement et de suivi
- 2.5.3. Définition des modalités de réorientation
- 2.5.4. Définition des modalités d'accueil de crise
- 2.5.5. Autres modalités d'accueil
- 2.6. La prise en charge de la demande
- 2.6.1. La concertation pluridisciplinaire :
- * modalités;
 - * organisation;
 - * limites
- 2.6.2. L'intervention sociale
- 2.6.3. L'intervention thérapeutique et psychologique
- 2.6.4. L'intervention médicale
- 2.6.5. L'intervention administrative
- 2.6.6. Les interventions des fonctions complémentaires
- 2.6.7. Les modes de prise en charge : individuel, de groupe, en réseau
- 2.6.8. La fin de prise en charge
- 2.6.9. La réactivation
- 2.6.10. La relation avec l'entourage
- 2.7. Les activités d'information destinées aux professionnels
- 2.8. Les activités d'expertise
- 2.9. Les supervisions de professionnels tiers
- 2.10. Les formations destinées aux professionnels tiers
- 2.11. Le travail en réseau institutionnel
- 2.11.1. Identification des membres du réseau;
- 2.11.2. Objectifs du réseau;
- 2.11.3. Origine du réseau;
- 2.11.4. Particularités;
- 2.11.5. Bénéficiaires;
- 2.11.6. Dynamique et modalités de fonctionnement;
- 2.11.7. Modalités d'activation;
- 2.11.8. Périodicité;
- 2.11.9. Formalisation;
- 2.11.10. Modalités d'auto-évaluation;
- 2.11.11. Evaluation par le service
- 2.12. La gestion journalière et la logistique
- 2.12.1. La comptabilité
- 2.12.2. La facturation
- 2.12.3. La gestion du personnel et des salaires
- 2.12.4. La gestion des achats, investissements, patrimoines
- 2.12.5. Le dossier destiné à justifier l'utilisation des subventions octroyées par la Région wallonne ou tout autre opérateur public :
- * élaboration;

* responsabilité;

* délais;

* interne – externe

2.13. La gestion de l'information

2.13.1. Le rapport d'activités

2.13.2. Les données à caractère épidémiologique :

* modalités de recueil des données;

* personne responsable de la récolte;

* règle de sécurité;

* contrôle de qualité

2.14. Culture, valeurs et ethos

2.15. Historique général du service mettant en évidence les étapes clés, les réussites ou les changements d'orientation

2.16. Relations avec l'utilisateur et son entourage

2.16.1. Information générale

2.16.2. Information particulière

2.16.3. Droits du patient

2.16.4. Groupes d'utilisateurs

2.17. Communications

2.17.1. Information grand public

2.17.2. Information aux professionnels

2.17.3. Information au réseau

2.18. Conseil de service de santé mentale

2.18.1. Fréquence des réunions

2.18.2. Modalités de désignation des membres

2.18.3. Modalités de communication des décisions

2.19. La perception des attentes et des besoins des usagers et des professionnels

2.19.1. Les moyens mis en œuvre pour identifier les besoins

2.19.2. Vision du service et attentes des professionnels qui collaborent avec celui-ci

2.19.3. Vision du service et attentes des usagers

3. DEFINITION DES OBJECTIFS ET DU PLAN D'ACTION

Les objectifs que le service entend atteindre peuvent porter sur chacune des missions et leur exercice : l'accueil, l'organisation de la réponse, les activités accessoires, l'accessibilité et l'infrastructure, l'utilisateur, le réseau.

AXES	Objectifs généraux (long terme)	Objectifs opérationnels (moyen et court termes)	Initiative(s) concrète(s)	Outils, moyens mis ou à mettre en œuvre (à disposition à acquérir et comment) + Affectation des ressources	Public cible	Echéances	Evaluation (modalités, indicateur, identification résultats attendus, quand)
Organisation							
Communication et visibilité							
Effectifs de l'équipe							
Gestion financière, d'infrastructures et de logistique							
Gestion du parc informatique							
Mise en œuvre des activités							
Réseau institutionnel							
Place de l'utilisateur							

4. LA TRADUCTION DU PLAN D'ACTION EN PROJETS

Chaque action comporte un ou plusieurs projets.

Ces projets font l'objet d'une définition sous la forme de fiches comportant des indicateurs qui permettent d'évaluer l'accomplissement de chacun d'entre eux.

La fiche action contient :

1. L'intitulé de l'objectif

2. L'action

- description et méthodologie explicite de l'action
- destination cible de l'action
- terme prévisible (début – fin/durée : court – moyen – long terme)
- acteurs internes ou porteurs de l'action
- indicateurs d'accomplissement

3. La mise en œuvre de l'action

3.1. Actions, phases et démarches

- actions obligatoires classées par ordre d'antériorité et de priorité
 - actions possibles ou complémentaires classées par ordre d'antériorité et de priorité avec leur intitulé et leur description

- pour chaque action :

- * intitulé
- * description
- * modalités de la coordination;
- * désignation des partenaires;
- * définition des tâches

3.2. Ressources

- perception des besoins
- ressources internes disponibles :
 - * budgétaires
 - * matérielles
 - * infrastructures
 - * informatiques et électroniques
 - * ressources humaines
 - * ressources intellectuelles ou compétences

- ressources externes disponibles

- * budgétaires
- * matérielles
- * infrastructures
- * informatiques et électroniques
- * ressources humaines
- * ressources intellectuelles ou compétences

- ressources à acquérir en interne

- * budgétaires
- * matérielles
- * infrastructures
- * informatiques et électroniques
- * ressources humaines
- * ressources intellectuelles ou compétences

- ressources à acquérir en externe

- * budgétaires
- * matérielles
- * infrastructures
- * informatiques et électroniques
- * ressources humaines
- * ressources intellectuelles ou compétences

4. Partenariat et réseau liés à l'action

- partenaires existants :

- * nom
- * coordonnées
- * référent de contact
- * nature du partenariat

- partenaires souhaités :

- * nom
- * coordonnées
- * référent de contact
- * nature du partenariat

5. Axes de valorisation et impacts attendus de l'action

A titre exemplatif :

- Communication, image, etc.
- Socio-économique (emplois non marchand, marchand, analyse prospective, recherche, etc.)
- Modernisation, simplification des tâches
- Renforcement de l'action du service de santé mentale (impact sur les membres du réseau et partenaires)
- Autres (à préciser)

6. Evaluation des risques externes de l'action a priori
 7. Difficultés internes envisagées et propositions de remédiation
 8. Commentaires additionnels et remarques
 9. Documents annexés ou accompagnant la fiche action
5. L'AUTO-EVALUATION

L'auto-évaluation consiste à

1. analyser dans quelle mesure les objectifs ont été, n'ont pas été atteints, sont en voie d'être ou de ne pas être atteints,
2. identifier les raisons pour lesquelles ils ont été ou n'ont pas été atteints,
3. faire évoluer les objectifs et leur traduction en plan d'action et en projets en fonction de cette analyse.

La mise à jour du projet de service est réalisée et transmise aux Services du Gouvernement.

La périodicité de l'auto-évaluation est liée à celle qui est déterminée pour les indicateurs définis par le service. Elle est idéalement fixée à deux ans, quatre ans ou plus selon la nature de l'action et les projets qu'elle implique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2009 portant exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à la reconnaissance des centres de référence en santé mentale en vue de l'octroi de subventions.

Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe II

Plan comptable des services de santé mentale et des centres de référence en santé mentale

SSM	
17	<i>dette à plus d'un an</i>
420	<i>dette à un an au plus</i>
422	<i>Leasing</i>
60	Approvisionnement
601	<i>Achat de fourniture</i>
6011	
6012	fourniture de bureau
6013	Mobilier
6014	Mat médical et para médical
6015	produit et matériel de nettoyage
6016	matériel de bureau
6019	
61	Services et biens divers
610	<i>Loyers et charges locatives</i>
6100	Loyers et charges locatives
6101	Charges locatives
6103	Firme de nettoyage
611	<i>Frais de communication</i>
6111	Téléphone
6112	Gsm
6113	Fax
6114	Frais postau
612	
6121	Assurance Incendie
6122	Frais de déplacement
6123	Assurance RC

SSM	
6124	Autres assurance
613	<i>Entretien et réparations immeubles</i>
6131	
6132	
6133	
6134	De terrain et de construction
6135	de mobilier et de matériel
614	<i>Energie</i>
6140	Eau
6141	Gaz
6142	Electricité
6143	Chauffage
6149	Autres
615	<i>Campagne d'information</i>
6151	
6152	
6153	
6154	Frais d'affiliation à une fédération
6159	
616	
6161	Frais d'inscription à des séminaires ou colloques
6162	Frais de formation
6163	
6164	
6165	
6169	
617	
6171	
6172	
6173	
6174	
6175	
618	
6181	Secrétariat social
6182	
6189	
619	
6191	
6192	
6193	Documentation et publication
6194	Autres frais d'administration

SSM	
6199	Divers
62	Frais de personnel
620	<i>Rémunérations brutes</i>
6201	
62011	Rem. brut employés
62012	Rem. brut ouvriers
6202	
6203	
621	ONSS patronales
6211	
6212	
6213	
623	
62301	Médecine du travail
62302	
62303	
62304	Allocations foyer résidence
62305	Prime de fin d'année
62306	Pécule de vacances
62307	Pécule de sortie
626	
62601	Assurance loi
62602	
629	Frais de transport
63	Amortissements, réductions de valeur et provision pour risques et charges
630	<i>Dotations aux amortissements et aux réductions de valeur sur immobilisations</i>
64	Impôt et taxe
6409	
6419	
65	Charges financières
6500 F	frais et intérêts bancaires
70009	Produits divers
705	Participation des bénéficiaires
70501	Honoraires médicaux
70502	Consultations psychologiques
70503	Consultations logopédies
70504	Consultations sociales
70509	Autres
70511	Expertises

SSM	
70512	Formations
70519	Autres
706	Intervention dans les frais de dossier
74	
74001	
740011	Avances RW
740012	Autres subsides RW
74002	
74003	
74004	
74005	Mutuelle - INAMI
74006	AWIPH
74007	Communauté française
74008	Région Bruxelles-Capitale
74009	Autres
743	Dons privés
744	Cotisations
745	Récupération de frais auprès de tiers
7451	Sinistre récupéré auprès des assurances
7452	Indemnité bâtiment
7459	Autre
74801	Sponsoring
74802	Sous-location
75	Produits financiers
750	Intérêts créditeurs
759	Autres

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2009 portant exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à la reconnaissance des centres de référence en santé mentale en vue de l'octroi de subventions.

Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,

Mme E. TILLIEUX

Annexe III

Echelles de traitements applicables aux services de santé mentale agréés par la Région wallonne

	1/50 (C3)		1/55, 1/61, 1/77		1/80		A4s	
	fonction administrative		fonction sociale : AS et autres gradués		fonction psychologique et autres niveaux 1		fonction médicale : psychiatre	
	annuel	mensuel	annuel	mensuel	annuel	mensuel	annuel	mensuel
0	20.358,10 €	1.696,51 €	24.461,85 €	2.038,49 €	32.943,45 €	2.745,29 €	52.613,41 €	4.384,45 €
1	22.072,62 €	1.839,38 €	26.242,49 €	2.186,87 €	34.557,36 €	2.879,78 €	53.530,83 €	4.460,90 €
2	22.263,51 €	1.855,29 €	26.242,49 €	2.186,87 €	34.557,36 €	2.879,78 €	54.448,29 €	4.537,36 €
3	22.454,41 €	1.871,20 €	27.033,81 €	2.252,82 €	36.003,13 €	3.000,26 €	55.365,71 €	4.613,81 €
4	22.645,31 €	1.887,11 €	27.033,81 €	2.252,82 €	36.003,13 €	3.000,26 €	55.365,71 €	4.613,81 €
5	22.836,21 €	1.903,02 €	27.825,12 €	2.318,76 €	37.448,90 €	3.120,74 €	57.219,93 €	4.768,33 €
6	23.297,98 €	1.941,50 €	27.825,12 €	2.318,76 €	37.448,90 €	3.120,74 €	57.588,28 €	4.799,02 €
7	23.759,40 €	1.979,95 €	31.710,62 €	2.642,55 €	38.894,67 €	3.241,22 €	59.442,48 €	4.953,54 €
8	24.220,83 €	2.018,40 €	31.710,62 €	2.642,55 €	38.894,67 €	3.241,22 €	59.442,48 €	4.953,54 €
9	24.682,25 €	2.056,85 €	32.517,57 €	2.709,80 €	40.340,44 €	3.361,70 €	61.296,70 €	5.108,06 €
10	25.671,58 €	2.139,30 €	33.055,42 €	2.754,62 €	40.878,65 €	3.406,55 €	61.296,70 €	5.108,06 €
11	26.133,01 €	2.177,75 €	33.862,38 €	2.821,86 €	42.324,42 €	3.527,03 €	63.150,90 €	5.262,58 €
12	26.594,42 €	2.216,20 €	33.862,38 €	2.821,86 €	42.324,42 €	3.527,03 €	63.519,25 €	5.293,27 €
13	27.056,20 €	2.254,68 €	34.669,34 €	2.889,11 €	43.770,19 €	3.647,52 €	65.373,47 €	5.447,79 €
14	27.517,63 €	2.293,14 €	34.669,34 €	2.889,11 €	43.770,19 €	3.647,52 €	65.373,47 €	5.447,79 €
15	27.979,05 €	2.331,59 €	35.475,94 €	2.956,33 €	45.215,96 €	3.768,00 €	67.227,67 €	5.602,31 €
16	28.440,84 €	2.370,07 €	38.255,51 €	3.187,96 €	45.215,96 €	3.768,00 €	67.227,67 €	5.602,31 €
17	28.908,65 €	2.409,05 €	39.062,46 €	3.255,21 €	46.661,73 €	3.888,48 €	69.081,90 €	5.756,82 €
18	29.379,32 €	2.448,28 €	39.062,46 €	3.255,21 €	46.661,73 €	3.888,48 €	69.450,24 €	5.787,52 €
19	29.849,99 €	2.487,50 €	39.869,42 €	3.322,45 €	48.107,50 €	4.008,96 €	71.304,44 €	5.942,04 €
20	30.320,65 €	2.526,72 €	39.869,42 €	3.322,45 €	48.107,50 €	4.008,96 €	71.304,44 €	5.942,04 €
21	30.791,32 €	2.565,94 €	40.676,38 €	3.389,70 €	49.553,27 €	4.129,44 €	73.158,66 €	6.096,56 €
22	31.261,99 €	2.605,17 €	40.676,38 €	3.389,70 €	49.553,27 €	4.129,44 €	73.158,66 €	6.096,56 €
23	31.732,65 €	2.644,39 €	41.483,33 €	3.456,94 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.012,86 €	6.251,07 €
24	32.203,32 €	2.683,61 €	41.483,33 €	3.456,94 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
25	32.673,63 €	2.722,80 €	42.290,30 €	3.524,19 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
26	33.144,29 €	2.762,02 €	42.290,30 €	3.524,19 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
27	33.614,96 €	2.801,25 €	43.096,90 €	3.591,41 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
28	34.085,63 €	2.840,47 €	43.096,90 €	3.591,41 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
29	34.556,29 €	2.879,69 €	43.096,90 €	3.591,41 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
30	34.556,29 €	2.879,69 €	43.096,90 €	3.591,41 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.749,55 €	6.312,46 €

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2009 portant exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à la reconnaissance des centres de référence en santé mentale en vue de l'octroi de subventions.
Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 212

[C — 2010/27002]

10 DECEMBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 houdende erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en van de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg met het oog op de toekenning van subsidies

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 april 2009 houdende erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en van de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg met het oog op de toekenning van subsidies;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 april 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, § 1, eerste lid, 1°;

Gelet op het advies 46.926/4 van de Raad van State, gegeven op 13 juli 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 3 april 2009 houdende erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en van de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg met het oog op de toekenning van subsidies;

2° Minister : de Minister bevoegd voor Gezondheid;

3° Regeringsdiensten : het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid;

4° dienst : de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bedoeld in artikel 3 van het decreet;

5° referentiecentrum : het referentiecentrum bedoeld in artikel 81 van het decreet;

6° dienstproject : het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg bedoeld in artikel 4 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsvoorwaarden voor de diensten voor geestelijke gezondheidszorg*

Afdeling 1. — Project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg

Art. 3. De dienst werkt een dienstproject uit, waarvan de inhoud aangepast wordt op grond van het in bijlage 1 bedoelde model.

Wanneer de dienst uit meer dan één team bestaat of wanneer hij een specifiek initiatief of een therapeutische club ontwikkelt, omvat het dienstproject teaminterne gedeelten, waarbij het in artikel 4, derde lid, 1°, van het decreet bedoelde deel gemeenschappelijk kan zijn.

In het kader van de opdracht inzake steunverlening bedoeld in artikel 82, § 1, van het decreet staat het referentiecentrum het geheel van de diensten bij in de uitwerking en bijwerking van het dienstproject door een uitwisseling van informatie, van gegevens en van het methodologische uitgangspunt.

Elke dienst kan om een steun bij het referentiecentrum verzoeken om zijn eerste dienstproject uit te werken en om de tot eerste autoevaluatie ervan over te gaan.

De aanvraag om individuele steunverlening wordt schriftelijk aan het referentiecentrum gericht en ter informatie aan de Regeringsdiensten overgemaakt.

Art. 4. De verspreiding van de beschikbare informatiebronnen inzake sociodemografie of gezondheid bij de diensten voor geestelijke gezondheidszorg wordt door de Regeringsdiensten georganiseerd telkens als nieuwe gegevens die hen rechtstreeks of onrechtstreeks betreffen, beschikbaar zijn.

Daartoe kunnen de Regeringsdiensten een beroep doen op de medewerking van de erkende referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg.

Art. 5. De dienst voor geestelijke gezondheidszorg die wenst een wijziging van zijn erkenning, van de erkenning van een specifiek initiatief, van een therapeutische club of de toewijzing van aanvullende functies te krijgen, dient een aanvraag overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van het decreet in, waarbij hij een bijwerking van zijn dienstproject voegt.

Afdeling 2. — Overeenkomst betreffende de continuïteit van de zorgverlening

Art. 6. De in artikel 6 van het decreet bedoelde overeenkomst bevat minstens :

1° de identificatie van de partijen;

2° het doel, de uurregeling en de frequentie van de prestatie;

3° de plaats van de prestatie;

4° de verplichtingen van de partijen, waaronder die betreffende de uitgevoerde communicatiemodaliteiten, de continuïteit van de zorgverlening, de uitwisseling van de voor de tenlasteneming nuttige informatie;

5° het principe van de naleving van het decreet en van de bepalingen die overeenkomstig laatstgenoemde worden genomen;

6° de duur van de overeenkomst;

7° de voorwaarden voor de opzegging van de overeenkomst;

8° de bevoegde instanties in geval van geschil.

Een model van overeenkomst wordt na overleg met de diensten voor geestelijke gezondheidszorg door de Minister bepaald binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Afdeling 3. — Multidisciplinair overleg

Art. 7. Het in artikel 8 van het decreet bedoelde multidisciplinaire overleg vindt minstens één keer per week plaats binnen het multidisciplinaire team van het specifieke initiatief, van de therapeutische club of van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg volgens de behoeften van de gebruiker.

Het overleg heeft minstens betrekking op de volgende aspecten :

1° elke aanvraag die recentelijk ingediend is, onderzoeken;

2° binnen het multidisciplinaire team de interveniënt(en) identificeren die op die aanvragen zullen kunnen inspelen en, in voorkomend geval, de persoon die de verbindingsfunctie waarneemt;

3° over de begeleiding of de eventuele doorverwijzing van de aanvraag naar een beter aangepaste dienst beslissen;

4° de diagnostiek, de ontwikkeling van de behandeling of elk ander probleem bespreken op verzoek van één van de leden van het team;

5° elk gemeenschappelijke externe project onderzoeken dat de opdrachten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg zoals bepaald in artikel 3 van het decreet vervult.

Het overleg maakt het voorwerp uit van een agenda die vóór het houden ervan wordt bepaald en die overgemaakt wordt aan de personeelsleden die eraan deelnemen, en van notulen volgens de modaliteiten bedoeld in het dienstproject.

Art. 8. Het multidisciplinaire kwartaaloverleg maakt het voorwerp uit van een jaarlijkse planning, van een oproeping, waarin een agenda wordt vermeld, en van een proces-verbaal dat aan alle personeelsleden van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt overgemaakt volgens de modaliteiten bedoeld in het dienstproject.

De daaruit voortvloeiende beslissingen worden binnen hoogstens één maand aan de personeelsleden medege-deeld.

Art. 9. De notulen van de wekelijkse en driemaandelijks overlegvergaderingen worden tijdens vijf jaar bewaard volgens de in het dienstproject bedoelde modaliteiten.

Afdeling 4. — Expertisen

Art. 10. De in artikel 14 van het decreet bedoelde expertisen behoren tot de volgende categorieën :

1° de balans bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° het verslag betreffende de inschrijving van een kind in het buitengewoon onderwijs overeenkomstig de artikelen 5 en 12 van de wet van 6 juli 1970 betreffende het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs;

3° het advies en het verslag bedoeld in artikel 9 van het samenwerkingsakkoord van 8 oktober 1998 inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik;

4° de multidisciplinaire balansen die uitgevoerd worden op verzoek van diensten voor hulpverlening aan de jeugd en van diensten voor de jeugdbescherming bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Afdeling 5. — Werk in netwerkverbanden en institutioneel overleg

Art. 11. Naar gelang van de behoeften van de gebruiker kunnen met name deel uitmaken van het in artikel 15 van het decreet bedoelde net :

Inzake gezondheid :

1° de gezondheidsvoorzieningen bedoeld in de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en die bedoeld in de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging;

2° teleonthaalcentra bedoeld in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor teleonthaal voor personen in psychologische crisistoestand;

3° de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten bedoeld in het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

4° de geïntegreerde gezondheidsverenigingen die erkend worden op grond van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

5° de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen bedoeld in het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen;

6° de huisartsenkringen bedoeld in het koninklijk besluit van 8 juli 2002;

7° de centra voor functionele heraanpassing die een overeenkomst met het RIZIV gesloten hebben;

Inzake beleid ten gunste van het gezin :

1° De diensten voor gezins- en bejaardenhulp bedoeld in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan die diensten;

2° de centra voor levens- en gezinsvragen bedoeld in het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

3° de ontmoetingsruimten erkend overeenkomstig het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten);

Inzake sociale actie :

1° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bedoeld in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° de instellingen voor schuldbemiddelingen bedoeld in het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

3° de op grond van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen erkende diensten;

4° de sociale contactpunten bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten;

5° de diensten voor sociale insluiting bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting;

6° de op grond van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen erkende diensten;

Inzake beleid ten gunste van de gehandicapte personen :

- de op grond van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen erkende diensten;

Inzake beleid ten gunste van de vreemdelingen of van de personen van buitenlandse herkomst :

- de op grond van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst erkende diensten;

Inzake beleid ten gunste van de bejaarden :

1° de op grond van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd) erkende diensten;

2° de instelling belast met de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen overeenkomstig het decreet van 3 juli 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen;

Inzake beleid ten gunste van het kindweldzijn, het onderwijs en de hulpverlening aan de jeugd :

- de diensten georganiseerd of erkend door de Regering van de Franse Gemeenschap in die aangelegenheden.

Art. 12. In het kader van het institutionele overleg sluit de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bij voorrang minstens één overeenkomst met de volgende instellingen :

1° een psychiatrisch ziekenhuis of een algemeen ziekenhuis dat een dienst psychiatrie alsmede een initiatief inzake beschermd wonen organiseert, en een psychiatrisch verzorgingstehuis zoals bedoeld in de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en bedoeld in de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, waarvan de bedrijfszetel opgenomen is op het grondgebied van de vereniging bedoeld in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten, die hierna « overlegplatform voor geestelijke gezondheidszorg » genoemd wordt op het grondgebied waarvan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg zijn activiteit als hoofdberoep uitoefent;

2° het overlegplatform voor geestelijke gezondheidszorg waarin hij zijn activiteit als hoofdberoep uitoefent.

Afdeling 6. — Multidisciplinair team

Art. 13. De procedure voor de indiening van de aanvraag om toekenning van een aanvullende functie wordt overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in de artikelen 33 en volgende van dit besluit uitgevoerd.

De aanvraag bepaalt de aard van de aangevraagde aanvullende functie en rechtvaardigt haar belang via een bijwerking van het project inzake dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Art. 14. Naast de gebieden bedoeld in artikel 19, § 2, tweede lid, van het decreet behoren de aanvullende functies die in het kader van de therapeutische clubs aan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg worden verleend, tot de volgende gebieden :

1° de artistieke expressie;

2° het hotelwezen;

3° de lichamelijke opvoeding en de sport.

Art. 15. § 1. De psychiatrische functie wordt uitgeoefend door een arts erkend als specialist in de psychiatrie, neuropsychiatrie of kinder- en jeugdpsychiatrie.

De psychologische functie wordt uitgeoefend door een persoon die zich op de titel van psycholoog kan beroepen, overeenkomstig de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog.

De sociale functie wordt uitgeoefend door een persoon die houder is van een diploma van ofwel maatschappelijk assistent, ofwel maatschappelijk verpleger of in de gemeenschappelijke gezondheid, gegradueerde of bachelor.

De administratieve functie wordt uitgeoefend door een persoon die houder is van een diploma van het hoger secundair onderwijs.

§ 2. De werknemers die aanvullende functies uitoefenen en van wie de bezoldiging gedekt kan worden door de toelagen, moeten beschikken over een diploma van het hoger secundair onderwijs of van het hoger niet-universitair onderwijs of van het universitair onderwijs dat hierna wordt bepaald :

1° doctorsgraad in de genees-, heel- en verloskunde; in dit geval moet de persoon begonnen zijn met het lopen van de stage specialisatie in de psychiatrie of kinder- en jeugdpsychiatrie;

2° licentie of master in de logopedie, kinesitherapie of criminologie;

3° graduaat of bachelor in de verpleegkunde met specialisatie in de psychiatrie of in de sociale wetenschappen;

4° graduaat of bachelor in de logopedie, kinesitherapie of ergotherapie;

5° graduaat of bachelor in de psychologie;

6° paramedisch graduaat of post-graduaat in de psychomotoriek;

7° graduaat of bachelor als gespecialiseerde opvoeder.

Art. 16. § 1. De inrichtende macht zorgt ervoor dat het geheel van zijn werknemers op gelijkwaardige wijze aan de in artikel 20 van het decreet bedoelde bijscholingsactiviteiten deelnemen.

De bijscholingsactiviteiten moeten bij de beroepsvorming behoren; ze mogen zich in geen geval beperken tot enkel de deelname aan colloquia.

De deelname aan de activiteiten van het erkende referentiecentrum wordt gelijkgesteld met de bijscholingsactiviteit.

§ 2. De diensten delen één keer per jaar uiterlijk voor 31 maart de bijscholingsactiviteiten die tijdens het afgelopen werkingsjaar door elke werknemer worden gevolgd, aan de Regeringsdiensten mede.

Bij gebrek aan attest afgegeven door de organisator bevat de voor elke werknemer medegegeelde informatie de identificatie van de organisator, de duur van de activiteit en de inhoud van de bijscholingsactiviteit.

Art. 17. De inlichtingen betreffende de samenstelling van het personeel en haar wijzigingen worden eerst of binnen één maand waarin ze plaatshebben, aan de Regeringsdiensten overgemaakt samen met de attesten, waarbij de anciënniteit die voor de toelage in aanmerking kan worden genomen, kan worden bepaald, een afschrift van het contract of van het aanhangsel bij het contract, een afschrift van het diploma of van de gekregen gelijkwaardigheid en, voor de artsen en psychiaters, een afschrift van de erkenning.

De later gekregen wijzigingen worden voor het volgende werkingsjaar in overweging genomen.

De Minister bepaalt het in te vullen formulier om de inlichtingen en de wijzigingen betreffende de samenstelling van het personeel mede te delen.

Hij kan de leidend ambtenaar van de Regeringsdiensten belast met de diensten voor geestelijke gezondheidszorg machtigen om de wijzigingen in de samenstelling van het personeel goed te keuren.

Art. 18. De administratief directeur is verantwoordelijk voor het dagelijkse beheer voor de inrichtende macht.

Op administratief en technisch vlak coördineert hij de activiteiten van de personeelsleden en zorgt hij voor de uitvoering van het dienstproject.

Die taken hebben met name betrekking op de volgende aspecten :

1° de organisatie van het onthaal, van de beantwoording van de aanvraag, van de bijkomende activiteiten en van het werk in netverbanden;

2° de controle op de prestaties van de personeelsleden en van de uitvoering van de met de zelfstandige dienstverleners gesloten overeenkomsten;

3° de inning van de honoraria en de betalingen betreffende de bijkomende activiteiten met een gemeenschappelijk karakter;

4° het houden van de individuele dossiers van de gebruikers en de naleving van de bepalingen betreffende de toegang van de gebruikers tot hun dossier, het bewaren en de veiligheid van de archieven;

5° de deelname aan de adviesraad;

6° de organisatie van de verzameling van socio-epidemiologische gegevens en van hun anonimisering;

7° de toegankelijkheid van de dienst;

8° het krijgen en de naleving van de wettelijke of reglementaire machtigingen;

9° de boekhouding;

10° de naleving van de vormen en termijnen gebonden aan de toepassing van het decreet en van dit besluit.

Art. 19. Zodra ze aangewezen worden en uiterlijk binnen een termijn van één maand of in geval van wijziging van die aanwijzing, maakt de inrichtende macht de identiteit van de administratief directeur en van de therapeutisch directeur aan de Regeringsdiensten over.

Afdeling 7. — Prestaties van de teamleden

Art. 20. Het aantal arbeidsplaatsen overeenstemmend met de onthaal- en secretariaatsfunctie wordt volgens de volgende vordering toegewezen aan :

1° een voltijds equivalent voor een dienst voor geestelijke gezondheidszorg waarvan het totale aantal voltijdse equivalenten lager is dan 7,2 voltijdse equivalenten;

2° een anderhalf voltijds equivalent voor een dienst voor geestelijke gezondheidszorg waarvan het totale aantal voltijdse equivalenten tussen 7,2 en 9 voltijdse equivalenten schommelt;

2° twee voltijdse equivalenten voor een dienst voor geestelijke gezondheidszorg waarvan het totale aantal voltijdse equivalenten hoger is dan 9 voltijdse equivalenten.

Art. 21. Het aantal arbeidsplaatsen overeenstemmend met de sociale functie is minstens gelijk aan een halftijdse arbeidsplaats per basisteam dat tot de dienst voor geestelijke gezondheidszorg behoort.

Art. 22. § 1. De in artikel 31 van het decreet bedoelde samenwerkingsovereenkomst wordt voor akkoord aan de Regeringsdiensten overgemaakt binnen één maand voor de inwerkingtreding ervan.

Ontvangst daarvan wordt binnen tien dagen bericht.

§ 2. De Minister bepaalt een model van samenwerkingsovereenkomst tussen de zelfstandige dienstverleners die een activiteit binnen een dienst voor geestelijke gezondheidszorg uitoefenen en de inrichtende macht van deze dienst.

Afdeling 8. — Individueel dossier van de gebruiker

Art. 23. Het individuele dossier van de gebruiker omvat minstens de volgende administratieve gegevens :

1° de personalia van de gebruiker, waaronder de naam, de voornaam, de plaats en de geboortedatum, de burgerlijke stand, de nationaliteit, het adres en het telefoonnummer;

2° de identificatie van het ziekenfonds waarbij de gebruiker is aangesloten;

3° de identificatie van de algemeen geneesheer of een specialist aangewezen door de gebruiker;

4° de identificatie van het personeelslid dat de verbindingsfunctie waarneemt, in voorkomend geval;

5° de identificatie van de leden van het net, waaronder het lid dat verantwoordelijk is voor de doorverwijzing naar de dienst;

6° de data en aarden van de prestaties alsmede de identificatie van de dienstverlener of van het betrokken personeelslid;

7° het bewijs van de betaling van de prestaties of van de vrijstelling;

8° de gegevensfiche bestemd voor de verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens;

9° de documenten waarvan sprake in de artikelen 32 en volgende van het decreet.

Afdeling 9. — Verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens

Art. 24. De sociaal-epidemiologische gegevens die het voorwerp uitmaken van een verzameling zijn minstens en, voor elke gebruiker, de volgende :

1° de leeftijd;

2° het geslacht;

3° de burgerlijke stand;

4° de nationaliteit;

5° de moedertaal;

6° de levensstijl;

7° het schoolbezoek;

8° de beroeps categorie;

9° de hoofdzakelijke inkomensbron;

10° de bestaansmiddelen van de gebruiker;

11° als de gebruiker minderjarig is, het aantal kinderen die op de wettelijke woonplaats van de gebruiker wonen;

12° de bereikbaarheidsomtrek van de dienst;

13° de aard en de oorsprong van het initiatief;

14° de vroegere opnames;

15° de aard van de aanvraag van de gebruiker;

16° de bij de eerste beoordeling voorgestelde redenen;

17° de pathologie die voornamelijk aan het einde van een door de Minister bepaalde aantal raadplegingen ontdekt is;

18° het voorstel tot tenlasteneming;

19° het netwerk.

Art. 25. De Minister zorgt voor de verzameling van de gegevens zodat de anonimiteit, de duurzaamheid en het gebruik ervan door de diensten zelf met name in het kader van het dienstproject worden verzekerd.

Hij maakt een synthese van de gegevens bekend opdat elke dienst ten opzichte van het geheel van de diensten zouden kunnen verwijzen.

Afdeling 10. — Toegankelijkheid en infrastructuur

Art. 26. § 1. De informatie betreffende de buitengewone sluiting van de dienst bedoeld in artikel 47 van het decreet wordt buiten en in de wachtzaal aangeplakt, waarbij de datum/data waarop de dienst gesloten is, duidelijk wordt/worden vermeld.

Die aanplakking vindt minstens acht dagen voor de sluitingsdatum behalve buitengewone omstandigheden plaats.

§ 2. De informatie wordt binnen dezelfde termijn per e-mail aan de Regeringsdiensten en ter attentie van de daartoe aangewezen ambtenaar medegedeeld, die er ook per e-mail ontvangst van bericht.

Afdeling 11. — Boekhouding

Art. 27. Overeenkomstig artikel 48 van het decreet worden de boekhoud- en financiële gegevens aan de Regeringsdiensten medegedeeld uiterlijk op 31 maart van het jaar na het boekjaar waarop ze betrekking hebben.

Die gegevens omvatten de stukken die het gebruik van de toelage in de vorm van originele documenten en van een afschrift rechtvaardigen, de desbetreffende betalingsbewijzen, het afschrift van de driemaandelijke aangiften aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de loonfiches en de fiscale fiches die betrekking hebben op de lonen en de prestaties, de huurovereenkomst in geval van huur van een gebouw en de voor het boekjaar bijgewerkte afschrijvingstabellen.

Art. 28. Het op de diensten voor geestelijke gezondheidszorg toepasselijke boekhoudplan wordt in bijlage 2 vermeld.

Afdeling 12. — Gebruiker van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg

Art. 29. Het in artikel 50 van het decreet bedoelde informatiedocument dat aan het begin van elke tenlasteneming aan de gebruiker overgemaakt wordt, omvat minstens de volgende elementen :

- 1° de personalia van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg;
- 2° de vermelding van de erkenning als dienst voor geestelijke gezondheidszorg;
- 3° de personalia van de administratief directeur alsmede de dagen en uren waarop hij kan worden bereikt;
- 4° de aangeboden diensten;
- 5° de financiële bijdrage ten laste van de gebruiker en de voorwaarden voor de toegang tot de kosteloosheid;
- 6° op synthetische wijze, de werkingsbeginselen van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, waaronder de in het kader van de therapeutische praktijken uitgevoerde methodologie;
- 7° de modaliteiten betreffende de toegang tot de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, waaronder de mogelijkheid om na 18 uur of op zaterdagochtend op consult te gaan;
- 8° de modaliteiten betreffende de toegang tot het individuele dossier;
- 9° de wijzen waarop een klacht betreffende de werking van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt ingediend.

Er wordt een exemplaar aan de Regeringsdiensten overgemaakt.

Art. 30. § 1. Het in artikel 53 van het decreet bedoelde maximumtarief bedraagt tien euro per prestatie of per expertise.

§ 2. Wanneer het om bijkomende activiteiten met een gemeenschappelijk karakter gaat, past de dienst voor geestelijke gezondheidszorg zijn tarief aan zonder dat het hoger mag zijn dan de kostprijs vermeerderd met 15 %.

Het op de bijkomende activiteiten met een gemeenschappelijk karakter toegepaste tarief wordt vermeld in de overeenkomst die de dienst voor geestelijke gezondheidszorg sluit met de dienst die in aanmerking komt voor de bijdrage.

HOOFDSTUK III. — Specifieke initiatieven en therapeutische clubs

Art. 31. De oproep tot projecten bedoeld in artikel 55, eerste lid, 2°, van het decreet wordt door de Minister in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, waarbij met name de thematiek, de vormen en termijnen voor de indiening van de aanvraag worden vermeld.

Art. 32. § 1. Onder het gezag van de administratief directeur van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg past het personeel van het specifieke initiatief of van de therapeutische club zich aan de organisatie van de dienst aan, waarbij het in het bijzonder deelneemt aan de verzameling van de epidemiologische gegevens, aan de uitwerking van het activiteitenverslag, aan de begripsomschrijving, de bijwerking en de beoordeling van het dienstproject.

Het oefent zijn activiteiten uit in het kader van het institutionele overleg van de dienst.

§ 2. Het personeel voert zijn activiteiten uit onder de verantwoordelijkheid van de therapeutische directie van de dienst, waaraan het de toestanden en hun ontwikkeling voorlegt en de voor de opvolging nodige elementen mededeelt, en richt zich naar de therapeutische adviezen in het kader van de tenlasteneming van de gebruikers.

HOOFDSTUK IV. — Procedure betreffende de erkenning van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, van een specifiek initiatief of van een therapeutische club

Art. 33. Naast de elementen bedoeld in artikel 62, vijfde lid, van het decreet omvat de erkenningsaanvraag de identificatie van de inrichtende macht, haar statuut en haar bedrijfsnummer.

Art. 34. § 1. De aanvraag wordt door alle rechtsmiddelen ingediend, waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Wanneer het dossier onvolledig is, vragen de Regeringsdiensten de ontbrekende documenten op.

Deze diensten berichten ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het volledige dossier.

Ze organiseren een inspectie om het dienstproject op participerende wijze te evalueren binnen een termijn van drie maanden vanaf de indiening van het volledige dossier.

De conclusies van de inspectie worden binnen één maand overgemaakt aan de inrichtende macht die over één maand beschikt om ze te beantwoorden.

Na afloop van die termijn maken de Regeringsdiensten het dossier samen met de conclusies van de inspectie en, in voorkomend geval, van het antwoord van de inrichtende macht voor beslissing aan de Minister over.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van twee maanden.

§ 2. De afwijkingsaanvraag bedoeld in de artikelen 57 en 59 van het decreet wordt samen met een plan dat de ligging van de lokalen, de afmetingen ervan vermeldt en de aanvraag rechtvaardigt, op hetzelfde moment als de in de vorige paragraaf bedoelde erkenningsaanvraag ingediend.

Art. 35. De wijzigingen die binnen de dienst, het specifieke initiatief of de therapeutische club verricht zijn en die betrekking hebben op de in de hoofdstukken III en IV van het decreet bedoelde erkenningsvoorwaarden, worden ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd volgens dezelfde procedure en onder voorbehoud van de noodzaak van een inspectiebezoek.

De Minister kan de leidend ambtenaar van de Regeringsdiensten belast met de diensten voor geestelijke gezondheidszorg machtigen om de wijzigingen bedoeld in het vorige lid goed te keuren als de toewijzing van de uren per functie tijdelijk voor een periode korter dan of gelijk aan één jaar moet worden gewijzigd en als die tijdelijke wijziging geen bijkomende uitgave met zich meebrengt.

Art. 36. Het document tot toekenning van de erkenning aan de dienst identificeert de functies al naar gelang ze bij het in artikel 19, § 1, bedoelde team of aanvullende functies bedoeld in artikel 19, § 2, van het decreet behoren en al naar gelang ze toegewezen kunnen worden aan een houder van een diploma van het hoger secundair onderwijs, van het hoger niet-universitair onderwijs of van het hoger universitair onderwijs.

Art. 37. Wanneer de Regeringsdiensten een niet-naleving van de normen bepaald bij of krachtens het decreet vaststellen, delen ze door alle middelen, waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, de aard van de niet-naleving alsmede de termijn voor het in overeenstemming brengen aan de inrichtende macht mede.

Na afloop van die termijn leggen ze in voorkomend geval een voorstel tot schorsing of intrekking van de erkenning voor, die ze aan de inrichtende macht mededelen.

Laatstgenoemde wordt voor een verhoor opgeroepen om haar argumenten te laten gelden. Ze kan zich laten bijstaan door een raadsheer van haar keuze en toegang hebben tot de volledige gegevens die haar betreffen.

Een proces-verbaal van verhoor waarbij elk nieuw element wordt gevoegd, wordt opgesteld en overgemaakt aan de inrichtende macht die over 15 dagen beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt.

De Minister beslist over het voorstel tot schorsing of intrekking binnen een termijn van twee maanden.

Art. 38. In geval van schorsing van de erkenning moet de inrichtende macht de Regeringsdiensten mededelen dat ze zich met de erkenningsvoorwaarden in overeenstemming heeft gebracht.

De inspectie stelt de gegrondheid van het in overeenstemming brengen vast.

Op gunstig advies van de inspectie wordt de schorsing opgeheven door de Minister vanaf de datum van kennisgeving van het in overeenstemming brengen ervan.

Art. 39. De in artikel 63, § 1, eerste lid, van het decreet bedoelde termijn wordt bepaald op negen maanden te rekenen van de kennisgeving van de erkenning.

HOOFDSTUK V. — Toekenning van de toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg

Afdeling 1. — Personeelsuitgaven

Art. 40. De bruto bezoldigingen die in aanmerking komen voor de toelagen, zijn niet hoger dan de in bijlage III bepaalde loonschalen naar gelang van de hoeveelheid prestaties vastgesteld in de erkenning en de anciënniteit van de personeelsleden zoals erkend overeenkomstig dit besluit.

Art. 41. De in artikel 67 van het decreet bedoelde overwogen anciënniteit stemt overeen met de leeftijd van de ononderbroken verhouding tussen de werkgever en de bediende.

Ze wordt berekend als volgt :

1° de vroeger verleende daadwerkelijke diensten worden in aanmerking genomen voor zover ze overeenstemmen met dezelfde functie als die uitgeoefend binnen de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en voor zover de functie uitgeoefend is in een dienst of instelling uit het verenigingsleven of van de openbare sector die een gemeenschappelijke behoefte, een behoefte van algemeen of plaatselijk belang vervult en die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door de Europese Unie, door een Lidstaat van de Europese Economische Ruimte, de federale Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de provincies, de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen van gemeenten of elke andere instelling die ressorteert onder een inrichting ondergeschikt aan een provincie of een gemeente;

2° voor de psychiatrische functie wordt de anciënniteit berekend met inbegrip van vijf jaar voorafgaand aan de erkenning als psychiater;

3° de vroegere prestaties die onder het statuut van zelfstandige uitgeoefend worden, worden in aanmerking genomen voor zover ze uitgeoefend zijn in het kader van een overeenkomst met een derde en voor zover de overeenkomst die de zelfstandige en die derde verbond, de functie, het begin en het einde van de overeenkomst, het uurvolume vermeldt en voor zover ze uitgeoefend zijn in een dienst of een instelling uit het verenigingsleven of van de openbare sector die een gemeenschappelijke behoefte, een behoefte van algemeen of plaatselijk belang vervult en die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door de Europese Unie, door een Lidstaat van de Europese Economische Ruimte, de federale Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de provincies, de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de verenigingen van gemeenten of elke andere instelling die ressorteert onder een inrichting ondergeschikt aan een provincie of een gemeente.

De aldus berekende anciënniteit wordt voor het lopende werkingsjaar in aanmerking genomen daar de attesten aan de Regeringsdiensten medegedeeld zijn binnen de maand van het in functie treden van het personeelslid.

Art. 42. De volgende personeelsuitgaven kunnen gedekt worden door de toelagen binnen de perken van de aan de werkgevers opgelegde verplichtingen :

1° de ongemakkelijke uren;

2° de eindejaarspremie en het vakantiegeld beperkt volgens de regels toepasselijk op de personeelsleden van de Regeringsdiensten;

3° het vertrekvakantiegeld;

4° de haard- en standplaatstoelage;

5° de sociale werkgeversbijdragen;

6° de reiskosten tussen de woonplaats en de werkplaats voor zover de werknemer het openbaar vervoer gebruikt volgens de regels toepasselijk op de personeelsleden van de Regeringsdiensten;

7° de wettelijke verzekering;

8° de arbeidsgeneeskunde.

Art. 43. Wanneer het personeelslid een verlof wegens ziekte bekomt, kunnen de personeelsuitgaven gedekt worden door de toelagen als de betrokken werknemer vervangen wordt aan het einde van de eerste maand van het ziekteverlof.

De toelage wordt toegekend aan het personeelslid dat hem vervangt.

Afdeling 2. — Werkingskosten

Art. 44. De in artikel 68 van het decreet bedoelde werkingskosten worden bepaald op € 14.870 per jaar en per zetel.

Art. 45. De volgende werkingskosten kunnen gedekt worden door de toelagen :

1° de reis- en parkeerkosten in België ten belope van de bedragen toegekend aan de personeelsleden van de Regeringsdiensten voor zover het doel van de verplaatsing duidelijk vermeld wordt en voor ze het voorwerp uitmaken van een ritblad;

2° de kosten gebonden aan telefoon- en internetverbindingen en -verbruik;

3° de kantoorkosten waarvan de aard door de Minister wordt bepaald;

4° de aankoop van materieel voor een bedrag waarvan het maximum door de Minister wordt bepaald en voor zover het gebruik ervan gebonden is aan de uitoefening van de opdrachten;

5° de kosten voor het huren van een gebouw of een gebouwgedeelte, met inbegrip van de desbetreffende huurkosten voor zover ze voortvloeien uit een huurovereenkomst in goede en behoorlijke vorm.

Als het gebouw voor andere activiteiten dient dan welke die gefinancierd worden door de toelage, moeten de lasten verdeeld worden ofwel naar gelang van de gebruikstijd voor de gefinancierde activiteit, ofwel naar gelang van de voor die activiteit vereiste oppervlakte;

6° de kosten voor de inschrijving op colloquia of vormingen, de reis- en verblijfkosten toegekend op dezelfde grond als die toegekend aan de personeelsleden van de Regeringsdiensten;

7° wanneer de kosten van het colloquium of van de vorming hoger zijn dan vijfhonderd euro of wanneer het colloquium of de vorming in het buitenland plaatsvindt, moet de voorafgaande toestemming van de Regeringsdiensten aangevraagd worden en vergezeld gaan van het programma en van een specifieke begroting om in aanmerking te worden genomen;

8° de diverse belastingen;

9° de honorariakosten voor zover het doel, de datum, de periodiciteit van de bedoelde prestatie duidelijk vermeld worden;

10° de kosten voor het drukken en de overmaking van het informatiedocument bedoeld in artikel 50 van het decreet of van elk andere document bestemd voor het publiek of de leden van het net;

11° de bankintresten wanneer de voorschotten na de termijnen bedoeld in artikel 73, § 1, derde lid, van het decreet betaald worden.

Art. 46. § 1. Naast de werkingskosten bedoeld in artikel 45 van dit besluit komt de afschrijving van goederen van patrimoniaal soort die een geraamde gebruiksduur van meer dan één jaar hebben, in aanmerking voor de toelage als werkingskosten en wordt ze berekend volgens de volgende regels :

1° tien jaar voor het meubilair;

2° vijf jaar voor het bureaumaterieel;

3° drie jaar voor de informaticasoftware.

De aanvraag wordt gerechtvaardigd en voor de aankoop samen met het gekozen aanbod ingediend, op straffe van niet overweging van de uitgave.

Bij gebrek aan antwoord van de Regeringsdiensten binnen één maand van het bericht van ontvangst van de aanvraag wordt ze geacht aangenomen te zijn.

§ 2. Het afschrijvingsplan wordt slechts in aanmerking genomen als het in de boekhouding vermeld staat. Zoniet wordt de aankoop van materieel van de toelage uitgesloten.

Art. 47. Worden in geen geval gedekt door de werkingskosten :

1° de taxikosten;

2° de eet-, drank- en restaurantkosten;

3° de uitgaven verricht in de vorm van een forfaitair bedrag zonder detail van de prestaties;

4° de aankoop van onroerende goederen en van voertuigen;

5° de vertegenwoordigingskosten.

Art. 48. De in artikel 70 van het decreet bedoelde overeenkomst van zelfstandige gesloten tussen de inrichtende macht en een zelfstandige dienstverlener omvat minstens de volgende bepalingen :

1° de identificatie van de partijen;

2° het doel, de uurregeling en de frequentie van de prestatie;

3° de plaats van de prestatie;

4° de verplichtingen gebonden aan het gebruik van de algemene diensten en van de lokalen;

5° het principe van de naleving van het decreet en van de bepalingen die overeenkomstig laatstgenoemde worden genomen;

- 6° de modaliteiten van de deelname aan het multidisciplinaire overleg;
- 7° de duur van de overeenkomst;
- 8° de voorwaarden voor de opzegging van de overeenkomst;
- 9° de bevoegde instanties in geval van geschil.

Art. 49. § 1. Als het tijdens de verificatie van de bewijsstukken blijkt dat documenten onvolledig of ontbrekend zijn, delen de Regeringsdiensten het aan de dienst mede die over tien dagen beschikt om dat te verhelpen.

Na afloop van die termijn en bij gebrek aan antwoord wordt de verificatie van het dossier als dusdanig voortgezet.

§ 2. Wanneer de Regeringsdiensten het onderzoek van de stukken die het gebruik van de toelage rechtvaardigen, beëindigd hebben, maken ze er de conclusies van aan de inrichtende macht over, die over vijftien dagen na de zending beschikt om zijn opmerkingen mede te delen.

Na onderzoek van die opmerkingen betekenen de Regeringsdiensten de beslissing aan de dienst met vermelding van alle rechtsmiddelen.

HOOFDSTUK VI. — *Evaluatie en controle*

Art. 50. § 1. De controle en de evaluatie van de activiteiten van de dienst worden gevoerd door de inspectie georganiseerd door de Regeringsdiensten die :

- 1° de overeenstemming van de bij of krachtens het decreet aangenomen bepalingen, met name de naleving van de voorwaarden van de erkenning en van de handhaving ervan, verifiëren;
- 2° het dienstproject op participerende wijze met de leden van de teams, van de specifieke initiatieven of van de therapeutische clubs evalueren door dat project te vergelijken met zijn daadwerkelijke uitvoering, door de verschillen tussen het dienstproject en zijn uitvoering te schatten via wijzers bepaald door de dienst en rekening te houden met de vooruitzichten van ontwikkeling van de activiteiten.

Voor het eerste luik zorgt de administratief directeur ervoor de institutionele overeenkomsten, de notulen van de wekelijkse en driemaandelijks overlegvergaderingen en van de adviesraad, de wettelijke of reglementaire vergunningen, het informatiedocument bestemd voor de gebruiker en de boekhouding ter beschikking te stellen van de Regeringsdiensten.

Voor het tweede luik zorgt de administratief directeur ervoor dat alle personeelsleden tijdens de inspectie aanwezig zijn.

§ 2. De conclusies van de inspectie worden ter kennis gebracht van de inrichtende macht en van de administratief directeur met inachtneming van de in artikel 33 van dit besluit bedoelde procedure.

HOOFDSTUK VII. — *Kadaster van het zorgaanbod en informatieverstrekking aan het publiek*

Art. 51. Het kadaster van het zorgaanbod dat het geheel van de erkende diensten omstandig inventariseert, wordt bekendgemaakt op het portaal van de website van de Regeringsdiensten.

Art. 52. Binnen zes maanden na zijn bekendmaking organiseert de Minister de communicatie van het kadaster van het zorgaanbod aan de diensten en aan de referentiecentra volgens de meest aangepaste modaliteiten.

Art. 53. De lijst van de erkende diensten, hun ambtsgebied en de uurrooster waarin ze toegankelijk zijn alsmede de omschrijving van hun dienstenaanbod worden bekendgemaakt en voordurend bijgewerkt op de portaal website van de Regeringsdiensten.

HOOFDSTUK VIII. — *Referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg*

Afdeling 1. — Modaliteiten voor de uitoefening van de opdrachten

Art. 54. De transregionale en transectorale overlegopdracht van het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg impliceert met name :

- 1° het in perspectief stellen van de resultaten van de thematische en sectorale werkzaamheden ten opzichte van het algemeen aanbod van de geestelijke gezondheidszorg;
 - 2° de organisatie van plaatsen en momenten van uitwisselingen in de meest aangepaste vorm.
Zijn waarnemingsopdracht impliceert met name :
 - 1° de verzameling van de kwalitatieve gegevens;
 - 2° de exploitatie van de kwantitatieve gegevens waarover het beschikt in het kader van een overeenkomst gesloten met de Regeringsdiensten;
 - 3° het opsporen en de verzameling van gegevens over relevante initiatieven in het Franse taalgebied of buiten dat gebied;
 - 4° de uitwisseling van informatie over de praktijken en de initiatieven in de vorm van vergaderingen, ronde tafels, studiedagen of bekendmakingen;
 - 5° de uitwerking van een instrument voor de registratie van de gegevens voor de kapitalisatie en de verspreiding van de informatie.
- Zijn steunverleningsopdracht impliceert met name :
- 1° de identificatie van de steunverleningsbehoeften van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en hun ploegen;
 - 2° de uitwerking van instrumenten naar gelang van de geïdentificeerde steunverleningsbehoeften;
 - 3° de uitwerking van merktekens voor de praktijken;
 - 4° de begeleiding van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en hun ploeg;
 - 5° de verspreiding van informatie over de praktijken en de instrumenten.
- Zijn onderzoekopdracht impliceert met name :
- 1° de onderzoeken over de gerichte thematieken naar gelang van hypothesen;
 - 2° de analyse van de beschikbare gegevens;

3° de opstelling van verslagen en de uitwerking van de aanbevelingen.

Zijn informatieopdracht impliceert met name :

1° het onderzoek en de opvolging van documentatie;

2° het onderzoek en de opvolging van de wetgevingen en de regelgevingen in verband met de werking van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

3° de centralisatie van de informatie in een databank die toegankelijk is voor de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en de Regeringsdiensten;

4° de terbeschikkingstelling van de informatie via communicatiemiddelen.

Art. 55. De opdrachten van het in artikel 85, tweede lid, van het decreet bedoelde specifieke referentiecentrum worden in overleg met het erkende referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg uitgeoefend om de uitwisselingen te bevorderen.

Art. 56. De bewijsstukken die het gebruik van de toegekende toelagen rechtvaardigen, worden aan de Regeringsdienst overgemaakt voor 1 maart van het jaar volgend op het werkingsjaar.

Ze gaan vergezeld van een inventaris van de stukken en de desbetreffende betalingsbewijzen alsmede van een aangifte van de schuldvordering ter dekking van het saldo van de toelage en een exemplaar van het verslag over de uitgevoerde activiteiten.

Afdeling 2. — Procedure en modaliteiten van erkenning en van hernieuwing van de erkenning van het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg

Art. 57. Het formulier bedoeld in artikel 82, § 3, van het decreet wordt door de Minister bepaald.

Art. 58. De vertegenwoordigers van de Regering binnen het sturingscomité van het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg bedoeld in artikel 82, § 5, van het decreet worden aangewezen als volgt :

1° een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Gezondheid;

2° een lid voorgesteld door de Vaste Gezondheidscommissie bedoeld in artikel 53 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

3° twee leden van het personeel van de Regeringsdiensten.

Art. 59. De vertegenwoordigers van de Regering binnen het sturingscomité van het referentiecentrum bedoeld in artikel 85 van het decreet worden aangewezen overeenkomstig artikel 58.

Om het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg te betrekken bij de activiteiten van het specifieke referentiecentrum wordt het in het vorige lid bedoelde sturingscomité aangevuld met een lid van het referentiecentrum inzake geestelijke gezondheidszorg.

HOOFDSTUK IX. — Afwijkings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 60. Het boekhoudplan bedoeld in artikel 28 treedt in werking op 1 januari na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 61. Voor de diensten die een erkenningsaanvraag krachtens artikel 86, § 1, van het decreet ingediend hebben, wordt de termijn waarin de inspectie de participerende evaluatie uitvoert, zoals bedoeld in artikel 34 van dit besluit, van drie tot negen maanden verhoogd.

Art. 62. De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in een dienst voor geestelijke gezondheidszorg tewerkgesteld zijn en die niet houder zijn van één van de diploma's bedoeld in artikel 15 van dit besluit, worden toegelaten om de uitoefening van hun functies in dezelfde dienst voort te zetten.

Hun vervanging wordt uitgeoefend door een persoon die houder is van een diploma dat toegang geeft tot de functies.

Art. 63. De afwijking bedoeld in artikel 87 van het decreet wordt door de Minister toegekend op gunstig advies van zijn Diensten.

De afwijkingsaanvraag wordt op hetzelfde ogenblik als de eerste erkenningsaanvraag ingediend.

Ze omvat de omschrijving van de activiteit, het doel dat ze nastreeft, de duur en de frequentie van de prestaties, de bestemming van de middelen, de wijzers voor de evaluatie van het bereiken van de doelstelling en afschrift van de overeenkomst die eerder gesloten is met de begunstigde van de bijkomende activiteit.

De Regeringsdiensten berichten binnen tien dagen ontvangst van de aanvraag met vermelding, in voorkomend geval, van de ontbrekende documenten.

Ze delen hun advies aan de Minister mede binnen een termijn van één maand te rekenen van het bericht van ontvangst, waaruit blijkt dat de aanvraag volledig is.

De Minister beschikt over twee maanden om te beslissen.

Bij gebrek aan beslissing wordt de aanvraag geacht aangenomen te zijn.

Art. 64. Het decreet treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 65. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2010.

Art. 66. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage I

Model van dienstproject inzake geestelijke gezondheidszorg

Identificatie van de dienst voor geestelijke gezondheid

Benaming

Adres

Adresgegevens van de administratieve directie

I. Omgeving in territoriale en institutionele termen

1.1. Toestand van de dienst in zijn socio-geografische omgeving waaronder de kenmerken van de bevolking van het gedekte grondgebied

1.1.1. Toestand van de dienst in zijn geografische omgeving :

* toegankelijkheid en ligging,

* openbaar vervoer,

* aard van de stedelijke of landelijke omgeving

1.1.2. Kenmerken van de bevolking van het gedekte grondgebied

* socio-demografische gegevens;

* sanitaire gegevens

1.1.3. Kaart van het door de dienst gedekte grondgebied

1.2. Toestand van de dienst in het algemene zorgaanbod, in het aanbod voor geestelijke gezondheidszorg en in het ambulante aanbod

1.2.1. Toestand van de dienst in het algemene zorgaanbod :

* ligging;

* aard van de activiteit (ziekenhuis, enz.);

* inwerkingscyclus (verslavingen, werk, enz.);

* doelgroep (leeftijd, enz.)

1.2.2. Toestand van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg :

* aanbod van diensten van enigerlei aard inzake geestelijke gezondheidszorg;

* aanbod van diensten van dezelfde aard binnen het netwerk

1.2.3. Toestand van de dienst in het ambulante kader :

* ten opzichte van het aanbod van de andere diensten voor geestelijke gezondheidszorg

1.3. Eigenschappen van de bevolking die zich tot de dienst wendt

1.3.1. Socio-economische gegevens

1.3.2. Gegevens betreffende de activiteiten van de dienst

1.3.3. Epidemiologische gegevens

2. Organisatie van de dienst voor geestelijke gezondheid

2.1. Inrichtende macht

2.1.1. Benaming en personalia

2.1.2. Aard van de statuten

2.1.3. Personalia van een contactpersoon

2.1.4. Andere eventuele activiteiten

2.2. Samenstelling van de ploeg

2.2.1. Organogram van de beklede functies;

2.2.2. In geval van verschillende teams of specifieke initiatieven of therapeutische clubs, gelieve ze tijdens het hele traject te identificeren door het werk per ploeg, per specifiek initiatief of per therapeutische club uit te voeren;

2.2.3. Identificatie van de administratief directeur en van de therapeutisch directeur;

2.2.4. Identificatie van de zelfstandige dienstverleners;

2.2.5. Aangevraagd volume van de prestaties verdeeld volgens de functies

2.3. Organisatie van de lokalen

2.3.1. Plan

2.3.2. Afwijkingen

2.4. Organisatie van het werk in zetels en antennes, specifieke initiatieven en therapeutische club

2.4.1. Interne organisatie :

* onthaal;

* telefonie;

* organisatie van het secretariaat en van administratieve taken;

* antwoord op de aanvraag;

* verbindingsfunctie;

* wekelijks en driemaandelijks multidisciplinair overleg;

* toegankelijkheid;

- * bijkomende activiteiten;
 - * adviesraad;
 - * verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens;
 - * vorming;
 - * toezicht;
 - * intervisie;
 - * informatisering en veiligheid van de gegevens
- 2.4.2. Theoretische referenties en psycho-diagnostische instrumenten
- 2.4.3. Externe organisatie :
- * partners;
 - * netwerk;
 - * bestaande overeenkomsten
- 2.4.4. Begrotingsmiddelen :
- * identificatie van de financiële middelen met vermelding van de herkomst en schattingen van de bedragen;
 - * terugkerende of punctuele middelen
- 2.5. Onthaal van de aanvraag
- 2.5.1. Begripsomschrijvingen van de onthaalmodaliteiten in het algemeen :
- * ontvangst;
 - * modaliteiten
 - * plaatsen
- 2.5.2. Begripsomschrijvingen van de modaliteiten voor de behandeling en opvolging
- 2.5.3. Begripsomschrijvingen van de herorienteringsmodaliteiten
- 2.5.4. Begripsomschrijvingen van de modaliteiten inzake crisisonthaal
- 2.5.5. Andere onthaalmodaliteiten
- 2.6. Tenlasteneming van de aanvraag
- 2.6.1. Multidisciplinair overleg :
- * modaliteiten;
 - * organisatie;
 - * perken
- 2.6.2. Sociale interventie
- 2.6.3. Therapeutische en psychologische interventie
- 2.6.4. Medische interventie
- 2.6.5. Administratieve interventie
- 2.6.6. Interventies van de aanvullende functies
- 2.6.7. Wijzen van tenlasteneming : individueel, in groep, in netwerk
- 2.6.8. Einde van de tenlasteneming
- 2.6.9. Reactivering
- 2.6.10. Verhouding met de omgeving
- 2.7. Informatieactiviteiten bestemd voor de beroepsmensen
- 2.8. Expertiseactiviteiten
- 2.9. Toezichten van derden, beroepsmensen
- 2.10. Vormingen bestemd voor derden, beroepsmensen
- 2.11. Het institutionele werk in netverbanden
- 2.11.1. Identificatie van de leden van het net
- 2.11.2. Doelstellingen van het net;
- 2.11.3. Herkomst van het net;
- 2.11.4. Bijzonderheden;
- 2.11.5. Begunstigden;
- 2.11.6. Dynamica en werkingsmodaliteiten;
- 2.11.7. Activeringsmodaliteiten;
- 2.11.8. Periodiciteit;
- 2.11.9. Formaliseren;
- 2.11.10. Auto-evaluatiemodaliteiten;
- 2.11.11. Evaluatie door de dienst
- 2.12. Het dagelijkse beheer en de logistiek
- 2.12.1. Boekhouding

2.12.2. Facturering

2.12.3. Beheer van het personeel en van de lonen

2.12.4. Beheer van de aankopen, investeringen, erfgoederen

2.12.5. Dossier bestemd om het gebruik van de toelagen toegekend door het Waalse Gewest of door elke andere openbare operator te rechtvaardigen :

* uitwerking;

* aansprakelijkheid;

* termijnen;

* intern - extern

2.13. Beheer van de informatie

2.13.1. Activiteitenverslag

2.13.2. Gegevens met een epidemiologisch karakter :

* modaliteiten voor de verzameling van de gegevens;

* verantwoordelijke voor de verzameling;

* veiligheidsregels;

* kwaliteitscontrole

2.14. Cultuur, waarden en ethos

2.15. Algemene voorgeschiedenis van de dienst waarbij de sleutelfasen, de successen of de koerswijzigingen aangegeven worden

2.16. Verhoudingen met de gebruiker en diens omgeving

2.16.1. Algemene informatie

2.16.2. Bijzondere informatie

2.16.3. Rechten van de patiënt

2.16.4. Gebruikersgroepen

2.17. Mededelingen

2.17.1. Informatie aan het publiek

2.17.2. Informatie aan de beroepsmensen

2.17.3. Informatie aan het net

2.18. Raad van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg

2.18.1. Frequentie van de vergaderingen

2.18.2. Modaliteiten voor de aanwijzing van de leden

2.18.3. Modaliteiten voor de mededeling van de beslissingen

2.19. Waarneming van de verwachtingen en van de behoeften van de gebruikers en van de beroepsmensen

2.19.1. Middelen die gebruikt worden om de behoeften te identificeren

2.19.2. Visie van de dienst en verwachtingen van de beroepsmensen die met hem samenwerken

2.19.3. Visie van de dienst en verwachting van de gebruikers

3. BEGRIPSOMSCHRIJVING VAN DE DOELSTELLINGEN EN VAN HET ACTIEPLAN

De doelstellingen die de dienst wil bereiken, kunnen betrekking hebben op elke van de opdrachten en van hun uitoefening : het onthaal, de organisatie van het antwoord, de bijkomende activiteiten, de toegankelijkheid en de infrastructuur, de gebruiker en het net.

ASSEN	Algemene doelstellingen (lange termijn)	Operationele doelstellingen (gemiddelde en korte termijnen)	Concrete initiatieven	Instrumenten, middelen die uitgevoerd worden of moeten worden (ter beschikking, aan te kopen en op welke wijze) + bestemming van de bestaansmiddelen	Doelpubliek	Termijnen	Evaluatie (modaliteiten, wijze, identificatie van de verwachte resultaten, wanneer)
Organisatie							
Communicatie en zichtbaarheid							
Leden van de ploeg							
Financieel beheer, beheer van infrastructuur en logistiek							
Beheer van het informaticapark							
Uitvoering van de activiteiten							
Institutioneel net							
Plaats van de gebruiker							

4. OMZETTING VAN HET ACTIEPLAN IN PROJECTEN

Elke actie omvat één of meerdere projecten.

Die projecten maken het voorwerp uit van een begripsomschrijving in de vorm van fiches met wijzers die de evaluatie van de vervulling van elk ervan mogelijk maken.

De fiche « actie » omvat :

1. Opschrift van de doelstelling

2. Actie

- omschrijving en expliciete methodologie van de actie
- doelbestemming van de actie
- voorzienbare termijn (aanvang — einde/duur : korte – gemiddelde – lange termijn)
- interne actoren of actoren die houder zijn van de actie
- indicatoren van voltooiing

3. Uitvoering van de actie

3.1. Acties, fasen en stappen

- verplichte acties gerangschikt met voorrang en prioriteit
- mogelijke of bijkomende acties gerangschikt met voorrang en prioriteit met hun opschrift en hun omschrijving
- voor elke actie :

* opschrift;

* omschrijving;

* coördinatiemodaliteiten;

* aanwijzing van de partners;

* begripsomschrijving van de taken

3.2. Hulpbronnen

- waarneming van de behoeften
- beschikbare interne hulpbronnen :

* budgettair

* materieel

* infrastructuur

* informatica- en elektronische hulpbronnen

* menselijke hulpbronnen

* intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden

- beschikbare externe hulpbronnen

* budgettair

* materieel

* infrastructuur

* informatica- en elektronische hulpbronnen

* menselijke hulpbronnen

* intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden

- binnen de dienst te verwerven hulpbronnen

* budgettair

* materieel

* infrastructuur

* informatica- en elektronische hulpbronnen

* menselijke hulpbronnen

* intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden

- buiten de dienst te verwerven hulpbronnen

* budgettair

* materieel

* infrastructuur

* informatica- en elektronische hulpbronnen

* menselijke hulpbronnen

* intellectuele hulpbronnen of bevoegdheden

4. Partnerschap en net gebonden aan de actie

- bestaande partnerschappen :

* naam

* personalia

* contactpersoon

* aard van het partnerschap

- gewenste partners :

* naam

* personalia

- * contactpersoon
- * aard van het partnerschap
- 5. Speerpunten en verwachte effecten van de actie
- Bij voorbeeld :
 - Communicatie, beeld, enz.
 - Op socio-economisch vlak (arbeidsplaatsen in de non-profit sector, in de commerciële sector, prospectieve analyse, onderzoek, enz.)
 - Modernisatie, vereenvoudiging van de taken
 - Versterking van de actie van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg (effect op de leden van het net en partners)
 - Andere (te bepalen)
- 6. Evaluatie van de externe risico's van de actie a priori
- 7. Overwogen interne moeilijkheden en voorstellen tot verhelping
- 8. Bijkomende commentaren en opmerkingen
- 9. Bijgevoegde documenten of documenten die bij de fiche « actie » gevoegd worden

5. AUTO-EVALUATIE

De auto-evaluatie bestaat erin :

1. te analyseren in welke mate de doelstellingen al dan niet zijn bereikt, al dan niet zullen worden bereikt,
2. de redenen te identificeren waarvoor ze al dan niet zijn bereikt,
3. de doelstellingen en hun omzetting in een actieplan en in projecten naar gelang van die analyse te laten ontwikkelen.

De bijwerking van het dienstproject wordt uitgevoerd en overgemaakt aan de Regeringsdiensten.

De periodiciteit van de auto-evaluatie is gebonden aan welke die voor de door de dienst bepaalde indicatoren vastgesteld wordt. Ze wordt idealiter bepaald op twee jaar, vier jaar of meer volgens de aard van de actie en de projecten die ze impliceert.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 houdende erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en van de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg met het oog op de toekenning van subsidies.

Namen, 10 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage II

Boekhoudplan van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg

SSM	
17	<i>schuldenlast over meer dan één jaar</i>
420	<i>schuldenlast over één jaar en meer</i>
422	<i>Leasing</i>
60	Voorziening
601	<i>Aankoop van benodigdheden</i>
6011	
6012	kantoorbenodigdheden
6013	meubilair
6014	medisch en paramedisch materieel
6015	reinigingsproduct en -materiaal
6016	bureaumaterieel
6019	
61	Diensten en diverse goederen
610	<i>Huur en Huurkosten</i>
6100	Huur en huurkosten
6101	Huurkosten
6103	Reinigingsfirma

SSM	
611	<i>Communicatiekosten</i>
6111	Telefoon
6112	Gsm
6113	Fax
6114	Postkosten
612	
6121	Brandverzekering
6122	Verplaatsingskosten
6123	Verzekering civielrechtelijke aansprakelijkheid
6124	Andere verzekeringen
613	<i>Onderhoud en onroerende herstellen</i>
6131	
6132	
6133	
6134	Van terrein en van bouwwerken
6135	Van meubilair en materieel
614	<i>Energie</i>
6140	Water
6141	Gas
6142	Elektriciteit
6143	Verwarming
6149	Overige
615	<i>Informatiecampagne</i>
6151	
6152	
6153	
6154	Kosten voor de aansluiting bij een verbond
6159	
616	
6161	Kosten voor de inschrijving voor seminars of colloquia
6162	Vormingskosten
6163	
6164	
6165	
6169	
617	
6171	
6172	
6173	
6174	

SSM	
6175	
618	
6181	Sociaal secretariaat
6182	
6189	
619	
6191	
6192	
6193	Documentatie en bekendmaking
6194	Andere bestuurskosten
6199	Allerlei
62	Personeelskosten
620	<i>Brutobezoldigingen</i>
6201	
62011	Brutobezoldiging bedienden
62012	Brutobezoldiging arbeiders
6202	
6203	
621	Werkgeversbijdragen RZZ
6211	
6212	
6213	
623	
62301	Arbeidsgeneeskunde
62302	
62303	
62304	Haard- en standplaatstoelage
62305	Eindejaarspremie
62306	Vakantiegeld
62307	Vertrekvakantiegeld
626	
62601	Wetverzekering
62602	
629	Vervoerkosten
63	Afschrijvingen, waardeverminderingen en voorziening voor risico's en lasten
630	<i>Dotaties aan de afschrijvingen en aan de waardeverminderingen op activa</i>
64	Belasting en heffing
6409	
6419	
65	Financiële lasten
6500	Bankkosten en -interesten

SSM	
70009	Diverse producten
705	Deelname van de begunstigden
70501	Medische honoraria
70502	Psychologische raadplegingen
70503	Raadplegingen voor logopedie
70504	Sociale raadplegingen
70509	Overige
70511	Expertises
70512	Vormingen
70519	Overige
706	Tegemoetkoming in de dossierskosten
74	
74001	
740011	Voorschotten WG
740012	Andere subsidies WG
74002	
74003	
74004	
74005	Ziekenfonds - RIZIV
74006	AWIPH
74007	Franse Gemeenschap
74008	Brussels Hoofdstedelijk Gewest
74009	Overige
743	Private giften
744	Bijdragen
745	Invordering van kosten bij derden
7451	Schade ingevorderd bij de verzekeringen
7452	Schadevergoeding gebouw
7459	Overige
74801	Sponsoring
74802	Onderhuur
75	Financiële producten
750	Creditinteresten
759	Overige

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 houdende erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en van de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg met het oog op de toekenning van subsidies.

Namen, 10 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage III

Loonschalen die toepasselijk zijn op de diensten voor geestelijke gezondheidszorg die erkend worden door het Waalse Gewest

	1/50 (C3)		1/55, 1/61, 1/77		1/80		A4s	
	jaarlijks	maandelijks	jaarlijks	maandelijks	jaarlijks	maandelijks	jaarlijks	maandelijks
	administratieve functie		sociale functie : maatschappelijke assistenten en andere gegradueerden		psychologische functie en andere niveaus 1		medische functie : psychiater	
0	20.358,10 €	1.696,51 €	24.461,85 €	2.038,49 €	32.943,45 €	2.745,29 €	52.613,41 €	4.384,45 €
1	22.072,62 €	1.839,38 €	26.242,49 €	2.186,87 €	34.557,36 €	2.879,78 €	53.530,83 €	4.460,90 €
2	22.263,51 €	1.855,29 €	26.242,49 €	2.186,87 €	34.557,36 €	2.879,78 €	54.448,29 €	4.537,36 €
3	22.454,41 €	1.871,20 €	27.033,81 €	2.252,82 €	36.003,13 €	3.000,26 €	55.365,71 €	4.613,81 €
4	22.645,31 €	1.887,11 €	27.033,81 €	2.252,82 €	36.003,13 €	3.000,26 €	55.365,71 €	4.613,81 €
5	22.836,21 €	1.903,02 €	27.825,12 €	2.318,76 €	37.448,90 €	3.120,74 €	57.219,93 €	4.768,33 €
6	23.297,98 €	1.941,50 €	27.825,12 €	2.318,76 €	37.448,90 €	3.120,74 €	57.588,28 €	4.799,02 €
7	23.759,40 €	1.979,95 €	31.710,62 €	2.642,55 €	38.894,67 €	3.241,22 €	59.442,48 €	4.953,54 €
8	24.220,83 €	2.018,40 €	31.710,62 €	2.642,55 €	38.894,67 €	3.241,22 €	59.442,48 €	4.953,54 €
9	24.682,25 €	2.056,85 €	32.517,57 €	2.709,80 €	40.340,44 €	3.361,70 €	61.296,70 €	5.108,06 €
10	25.671,58 €	2.139,30 €	33.055,42 €	2.754,62 €	40.878,65 €	3.406,55 €	61.296,70 €	5.108,06 €
11	26.133,01 €	2.177,75 €	33.862,38 €	2.821,86 €	42.324,42 €	3.527,03 €	63.150,90 €	5.262,58 €
12	26.594,42 €	2.216,20 €	33.862,38 €	2.821,86 €	42.324,42 €	3.527,03 €	63.519,25 €	5.293,27 €
13	27.056,20 €	2.254,68 €	34.669,34 €	2.889,11 €	43.770,19 €	3.647,52 €	65.373,47 €	5.447,79 €
14	27.517,63 €	2.293,14 €	34.669,34 €	2.889,11 €	43.770,19 €	3.647,52 €	65.373,47 €	5.447,79 €
15	27.979,05 €	2.331,59 €	35.475,94 €	2.956,33 €	45.215,96 €	3.768,00 €	67.227,67 €	5.602,31 €
16	28.440,84 €	2.370,07 €	38.255,51 €	3.187,96 €	45.215,96 €	3.768,00 €	67.227,67 €	5.602,31 €
17	28.908,65 €	2.409,05 €	39.062,46 €	3.255,21 €	46.661,73 €	3.888,48 €	69.081,90 €	5.756,82 €
18	29.379,32 €	2.448,28 €	39.062,46 €	3.255,21 €	46.661,73 €	3.888,48 €	69.450,24 €	5.787,52 €
19	29.849,99 €	2.487,50 €	39.869,42 €	3.322,45 €	48.107,50 €	4.008,96 €	71.304,44 €	5.942,04 €
20	30.320,65 €	2.526,72 €	39.869,42 €	3.322,45 €	48.107,50 €	4.008,96 €	71.304,44 €	5.942,04 €
21	30.791,32 €	2.565,94 €	40.676,38 €	3.389,70 €	49.553,27 €	4.129,44 €	73.158,66 €	6.096,56 €
22	31.261,99 €	2.605,17 €	40.676,38 €	3.389,70 €	49.553,27 €	4.129,44 €	73.158,66 €	6.096,56 €
23	31.732,65 €	2.644,39 €	41.483,33 €	3.456,94 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.012,86 €	6.251,07 €
24	32.203,32 €	2.683,61 €	41.483,33 €	3.456,94 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
25	32.673,63 €	2.722,80 €	42.290,30 €	3.524,19 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
26	33.144,29 €	2.762,02 €	42.290,30 €	3.524,19 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
27	33.614,96 €	2.801,25 €	43.096,90 €	3.591,41 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
28	34.085,63 €	2.840,47 €	43.096,90 €	3.591,41 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
29	34.556,29 €	2.879,69 €	43.096,90 €	3.591,41 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.381,21 €	6.281,77 €
30	34.556,29 €	2.879,69 €	43.096,90 €	3.591,41 €	50.999,04 €	4.249,92 €	75.749,55 €	6.312,46 €

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 houdende erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en van de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg met het oog op de toekenning van subsidies.

Namen, 10 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX